



# **United Nations Environment Programme**



UNEP/BUR/54/3  
12 avril 1999

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

## **PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE**

Réunion du Bureau des Parties contractantes  
à la Convention pour la protection de la  
mer Méditerranée contre la pollution et à  
ses Protocoles

Athènes, 29-30 avril 1999

### **RAPPORT DU COORDONNATEUR SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS MENÉES DEPUIS LA DERNIERE RÉUNION DU BUREAU DES PARTIES CONTRACTANTES, Y COMPRIS DES PROJETS DE RECOMMANDATIONS SUR DES ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (novembre 1998 - avril 1999)**

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **Introduction**

#### **A. Coordination**

- a) Coordination du programme
- b) Questions financières et institutionnelles
- c) Information, participation et formation
- d) Cadre juridique
- e) Collaboration du PAM avec les ONG
- f) Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD)

#### **B. Prévention et maîtrise de la pollution**

- a) Maîtrise de la pollution
- b) Prévention de la pollution du milieu marin par les navires
- c) Activités en matière de production plus propre

#### **C. Conservation de la diversité biologique**

#### **D. Intégration de l'environnement et du développement**

- a) Gestion durable des zones côtières et des ressources naturelles
- b) Activités en matière de télédétection
- c) Programme d'aménagement côtier (PAC)

### **ANNEXES**

**Annexe I:** Calendrier, au 1er avril 1999, des réunions organisées dans le cadre du PAM

**Annexe II:** Position, au 28 février 1999, des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée

**Annexe III:** Position, au 31er mars 1999, des signatures et ratifications de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles

## **Introduction**

Le présent rapport rend compte des progrès accomplis et des problèmes rencontrés au cours des diverses activités entreprises par l'Unité de Coordination et par ses Centres d'activités régionales (CAR) depuis la dernière réunion du Bureau (Tripoli, 16-17 novembre 1998).

### **A. COORDINATION**

#### **a) Coordination du programme**

1. En ce qui concerne la motion présentée par la Jamahiriya arabe libyenne lors de la dernière réunion du Bureau (Tripoli, 16-17 novembre 1998), à propos de l'embargo imposé au pays, le Secrétariat en a, en janvier 1999, communiqué la teneur à tous les points focaux du PAM ainsi qu'au PNUE.
2. Conformément à la décision des réunions des Parties contractantes, le Secrétariat (Unité MED et CAR) a engagé diverses consultations avec des institutions compétentes des Nations Unies, avec d'autres organisations intergouvernementales et secrétariats de conventions concernant l'environnement en vue de renforcer la coordination et la coopération tout en évitant que les travaux ne se recoupent et fassent double emploi ainsi que de tirer parti de leurs programmes, de leurs compétences techniques et éventuellement de leur financement:
  - les contacts se sont développés avec l'UE afin d'identifier et de financer des projets qui seraient couverts par la partie volontaire de la contribution volontaire de l'Union au Fonds d'affectation et par des crédits à obtenir dans le cadre du programme de partenariat euro-méditerranéen (instrument MEDA).
  - les contacts se sont également accrus avec le programme METAP concernant l'activité sur les indicateurs (PB) et la mise en oeuvre de projets relatifs au Programme d'actions stratégiques (PAS) visant à combattre la pollution due à des activités menées à terre sur la base des critères approuvés par la dernière réunion du Bureau.
  - La coopération PAM/FEM a atteint un stade crucial avec la finalisation et l'approbation du projet PAM/FEM sur le Programme d'actions stratégiques (PAS). Pour des détails plus techniques à ce sujet, se reporter à la section "Maîtrise de la pollution" du présent document.
  - Le PAM prend également part, sur une base régulière, aux réunions de coordination des secrétariats des conventions dans

le domaine de l'environnement, organisées par le PNUE. Le PAM a en outre resserré sa collaboration avec les secrétariat de l'Accord RAMOGE et de la Convention sur la désertification.

- Les contacts se sont également multipliés avec le secrétariat de l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la mer Méditerranée et de la zone atlantique adjacente (Accord ACCOBAMS) en vue de dégager un accord sur la question des Unités sous-régionales envisagées à l'article V dudit Accord, dans l'intention de désigner le CAR/ASP comme l'organisme responsable chargé de s'acquitter des fonctions d'Unité sous-régionale pour la mer Méditerranée. Des moyens pratiques de s'acquitter de ces fonctions sont en cours de définition en concertation avec le secrétariat intérimaire d'ACCOBAMS.
- 3. En vue de coordonner les activités du PAM, la réunion annuelle de l'Unité MED et des Centres d'activités régionales s'est tenue à Athènes les 11 et 12 janvier 1999. La réunion a examiné les résultats de la quatrième session de la CMDD, la stratégie du PAM en matière d'information et la préparation du programme et du budget de l'exercice biennal 2000-2001. Pour de plus amples renseignements, consulter le rapport de la réunion Unité MED/CAR qui figure sous la cote UNEP(OCA)/MED WG.151/2.
- 4. Une réunion des Coordonnateurs des mers régionales du PNUE s'est tenue à Nairobi le 28 janvier 1999. Le PAM était représenté par son Coordonnateur adjoint. La réunion a examiné des questions liées à la revitalisation des Programmes des mers régionales et à la coopération avec les bureaux régionaux.
- 5. Suite à la signature avec Malte de l'accord de pays hôte concernant la Onzième réunion ordinaire des Parties contractantes (Malte, 27-30 octobre 1999), les contacts avec les autorités maltaises concernées se sont renforcés en vue de mettre une dernière main aux dispositions concernant la réunion. A cet égard, il a été convenu que la réunion se tiendrait à l'hôtel "New Dolmen". Des tarifs spéciaux seront consentis pour la location des salles de conférence et l'hébergement des participants.
- 6. Diverses réunions ont été organisées au cours de la période considérée. Le calendrier des réunions prévues en 1999 figure à l'annexe I du présent rapport.

**b) Questions financières et institutionnelles**

**Perspectives concernant le programme / budget pour 2000/2001**

**Calendrier de préparation**

1. Des propositions ont été demandées aux CAR et aux responsables de programmes. Elles sont en cours de finalisation.
2. L'Unité de coordination devra attendre la prochaine réunion de la CMDD (Rome, 1-3 juillet 1999) pour finaliser le programme et le budget et l'adresser aux points focaux du PAM avant le 31 juillet 1999 en vue de la réunion des points focaux (Athènes, 6-9 septembre 1999).

**Structure du budget**

3. Il apparaît souhaitable d'opérer une restructuration de la présentation du budget-programme afin de mieux faire apparaître les relations entre:
  - . les problèmes d'environnement et de développement durable en Méditerranée,
  - . les actions déjà entreprises dans le cadre du PAM,
  - . les progrès restant à accomplir,
  - . les activités proposées à cet effet,
  - . les recommandations et les budgets correspondantset ce, dans les 5 domaines suivants:
  - . évaluation, prévention et maîtrise de la pollution,
  - . gestion de la biodiversité,
  - . gestion soutenable des zones côtières,
  - . environnement et développement,
  - . coordination, cadre juridique, information.

**Problématique budgétaire**

4. Rappelons tout d'abord que le montant des contributions obligatoires et volontaires au PAM est de 5.696.000 \$ en 1999. (Ce montant s'élevait à 2.615.000 \$ en 1982).
5. Sur ce montant, il faut imputer les coûts de personnel et de fonctionnement, de l'Unité de coordination et du REMPEC ainsi qu'une partie substantielle des mêmes coûts relatifs aux 3 Centres d'activités régionales suivants: Plan Bleu, CAR/ASP et PAP/RAC.
6. Le PAM ne supporte pas les coûts de personnel et de fonctionnement du CP/RAC et du RAC/ERS qui ont été mis à sa disposition sans frais par l'Espagne et l'Italie.

7. Ces charges de personnel et de fonctionnement représentent environ 4.000.000 \$ en 1999.
8. Par conséquent, le montant de crédits réservé aux activités est de l'ordre de 1.7 millions de dollars en 1999.
9. A ce montant il convient d'ajouter les financements extérieurs obtenus de bailleurs de fonds pour mener des activités décidées par les Parties contractantes.
10. A noter qu'aucun nouveau poste n'a été créé depuis 5 ans; le poste d'adjoint au coordinateur, pourvu en 1998, résulte d'une transformation d'emploi. La position du Secrétariat est d'éviter l'alourdissement des coûts de fonctionnement.
11. Pour 2000-2001, la proposition du Secrétariat est de continuer à stabiliser les dépenses de fonctionnement en limitant leur augmentation à 2% par an et de majorer sensiblement les crédits affectés aux activités.

Les questions de personnel

12. Une certaine surcharge affecte l'Unité de coordination depuis la mise en place de la CMDD qui implique un très important travail d'organisation, d'animation, de coordination et de suivi qui s'ajoute au travail de fond mené par les Centres-supports. Un emploi supplémentaire serait nécessaire au sein de l'Unité de coordination pour faire face à l'activité de la CMDD. Cependant, nous ne pensons pas que le budget du PAM puisse supporter cette dépense qui serait de l'ordre de 80.000 \$ en dépense brute. Il conviendrait de rechercher une solution de soutien auprès d'un gouvernement à l'exemple de la récente Convention signée avec Monaco.
13. Deux autres problèmes de personnel devraient pouvoir être réglés dans le cadre du volume de crédits actuellement consacré aux dépenses de personnel en tenant compte des reclassements en cours qui vont aboutir à rajeunir la pyramide des âges au sein de MEDU:
  - transformation du poste de consultant pour la documentation (coût annuel: 20.000 \$) en poste permanent de documentaliste (demandé par le PNUE pour des raisons d'orthodoxie financière), le coût additionnel est de 15.000 \$,
  - transformation du poste de "computer officer" (coût actuel : 92.000\$) en un poste d'"information officer", devenu indispensable pour mettre en oeuvre une stratégie d'information au sein du PAM.

14. La création d'un poste d'administrateur au sein du REMPEC est un problème posé depuis 3 ans; elle correspond à un besoin incontestable. Nous nous trouvons en face de deux positions différentes de la part de l'OMI et du PNUE:

- l'OMI, chargée de l'administration de ce Centre, demande la création au budget d'un nouveau poste P2 d'administrateur, dont le coût additionnel pourrait être de 70.000 \$,
- le PNUE serait favorable à la création d'un poste de G6-G7 au coût additionnel de 30.000 \$.

L'Unité de coordination considère qu'une solution économique pour le budget du PAM devrait être recherchée tant en ce qui concerne le niveau du poste que son imputation financière. Un mandat pourrait être donné à l'Unité de coordination de poursuivre les discussions et de proposer une solution appropriée à la réunion des Points Focaux. Les crédits affectés au personnel des CAR ainsi que les coûts de fonctionnement subiraient une hausse annuelle de 2% correspondant au glissement des prix. Un crédit nouveau devrait être affecté à l'évaluation des CAR (qui a été demandée par les Parties contractantes), ce qui représente 15.000 \$ par an.

#### Le financement des activités

15. La caractéristique dominante des trois dernières années est la mise en place et le développement des réunions et des activités de la CMDD sans mise en place de fonds additionnels au budget. En 1999, le MTF consacre 210.000 \$ à la Commission à quoi s'ajoutent des apports de financements extérieurs.
16. On pourrait penser que le PAM devrait plus systématiquement s'orienter vers la recherche de financements extérieurs; cela peut être vrai pour des projets non répétitifs; en revanche, le budget du PAM devrait continuer de financer les activités de base exigeant de la continuité telles que:
- la surveillance continue de la pollution marine,
  - les activités de support à l'application des protocoles.
17. De plus, le budget du PAM doit permettre de disposer des financements de contrepartie toujours exigés par les bailleurs de fonds. Les moyens additionnels suivants sont requis pour faire face aux priorités:
- a. **CMDD: + 220.000 \$**  
qui tiennent compte du fait que la CMDD devra à la fois lancer des thèmes nouveaux et mener à bien les thèmes en cours. De plus, il faut prévoir qu'une partie des crédits sera destinée à suivre la

mise en oeuvre des recommandations. Dans cette somme sont également inclus 80.000 \$ destinés à financer la réunion annuelle de la CMDD dans des pays qui n'auraient pas les moyens de financer une telle réunion.

- b. **Stratégie d'information: + 100.000 \$**  
ce qui représente le coût additionnel des mesures proposées pour la mise en oeuvre de la stratégie d'information et de participation en incluant la formation aux nouveaux instruments juridiques.
- c. **Biodiversité: + 120.000 \$**  
Afin d'assurer la mise en oeuvre du nouveau protocole et les activités y relatives, le CAR/ASP sollicite une augmentation substantielle de son budget, ce qui paraît également justifié par le fait que ni le METAP, ni MEDA n'interviennent en matière de biodiversité.
- d. **Prévention et préparation aux situations critiques: + 70.000 \$**  
Les crédits devraient être réévalués pour permettre au PAM (REMPEC) de faire face à ses responsabilités dans la perspective de la révision du protocole sur les situations critiques.
- e. **PAC: + 130.000 \$**  
Plusieurs PAC sont en cours de lancement et connaîtront leur plein développement en 2000.2001 (Malte, Algérie, Maroc, Liban). Il est donc indispensable de remonter la ligne budgétaire à un niveau proche de 1998, soit 330.000 \$.
- f. **MED POL + 100.000 \$**  
Les crédits du programme seraient majorés de 100.000 \$ pour permettre de renforcer le soutien aux pays pour la surveillance continue des tendances; la mise en oeuvre du protocole LBS et du SAP reposerait principalement sur les crédits du GEF.

*Récapitulation des dépenses additionnelles dans le domaine des activités en moyenne annuelle:*

CMDD	220.000 \$
Information et participation	100.000 \$
Biodiversité	120.000 \$
Prévention des situations critiques	70.000 \$
Gestion des zones côtières (PAC)	130.000 \$
Medpol	100.000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>740.000 \$</b>

ce qui représente une augmentation de l'ordre de 50% des crédits



consacrés aux activités alors que les frais de personnel et de fonctionnement devraient augmenter de 2% seulement, soit 80.000\$. Il faut donc financer 820.000 \$ de dépenses nouvelles en moyenne annuelle. Le glissement peut paraître important; cependant, il est logique si on prend en compte:

- le rythme de fonctionnement de la CMDD et la nécessité de consolider le financement de cette nouvelle institution,
- la mise en oeuvre des instruments juridiques nouveaux ou rénovés qui vont entrer en vigueur,
- la nécessité d'assurer une meilleure visibilité du PAM par une stratégie d'information appropriée.

#### Comment financer cette augmentation ?

- soit par une augmentation des contributions obligatoires de 17%,
- soit par une augmentation de la contribution volontaire de l'UE - qui est restée à peu près stable depuis 10 ans à 570.000 \$ alors que les contributions obligatoires des pays ont augmenté de 124% - ainsi qu'un appel à d'autres contributions volontaires,
- soit par le recours à une contribution extraordinaire,
- soit par une combinaison de ces différentes solutions.

#### **Recommandation**

**Le Bureau est invité à examiner la question du programme/budget 2000/2001 et de conseiller le Secrétariat sur la meilleure démarche à adopter.**

#### Contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée

18. Au 28 février 1999, aucune Partie contractante n'avait encore versé sa contribution pour 1999. Le Siège du PNUE a adressé à toutes les Parties contractantes une note financière concernant le versement de leur contribution pour 1999.
19. La position, au 28 février 1999, des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée figure à l'annexe II du présent rapport.

#### **Recommandation**

**Le Bureau est invité à prier instamment toutes les Parties contractantes d'accélérer le processus de versement de leurs contributions.**

20. En ce qui concerne les arriérés de l'ex-Yougoslavie, et conformément à la promesse du Secrétariat de soumettre au Bureau, lors de la présente réunion, de plus amples renseignements sur cette question, et

notamment les enseignements d'autres organisations confrontées à la même situation, il apparaît que, par exemple, dans le cas des Républiques tchèque et slovaque, les deux pays sont convenus de partager la dette de l'ex-Tchécoslovaquie sur la base respective du tiers et des deux tiers. Le Siège du PNUE doit fournir davantage de renseignements. Toute information supplémentaire à ce sujet sera communiquée au Bureau.

21. Néanmoins, tant que la question de la succession juridique de l'ex-Yougoslavie n'a pas été réglée par les pays concernés (Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie et République fédérale de Yougoslavie), le PAM ne devrait pas renoncer à la dette existante de 469.976 dollars E.U.

### **Recommandation**

**Le Bureau souhaitera peut-être demander au Secrétariat de continuer à s'occuper de la question des arriérés de l'ex-Yougoslavie et de le tenir informé de tout nouveau développement.**

### Questions institutionnelles

22. Le poste d'administrateur de 1ère classe (P.4) au sein du programme MED POL a été révisé et reclassé en (P.3). L'avis de vacance du poste a été publié et la procédure de sélection est en voie d'achèvement conformément aux règles des Nations Unies. Il est prévu que le recrutement interviendra en mai-juin 1999.
23. M. G.P. Gabrielides, administrateur de programme (hors classe), a donné sa démission le 1er avril 1999. Son poste est en cours de reclassement au Siège du PNUE et l'avis de vacance correspondant sera prochainement publié.
24. M. I. Dharat, administrateur de programme (hors classe), a fait part de sa décision de prendre sa retraite anticipée à compter du 31 juillet 1999. Le poste de M. Dharat est en cours de reclassement afin de bien refléter les fonctions du poste.
25. Il est prévu que le recrutement de l'administrateur de projet FEM sera achevé au cours de l'automne 1999.

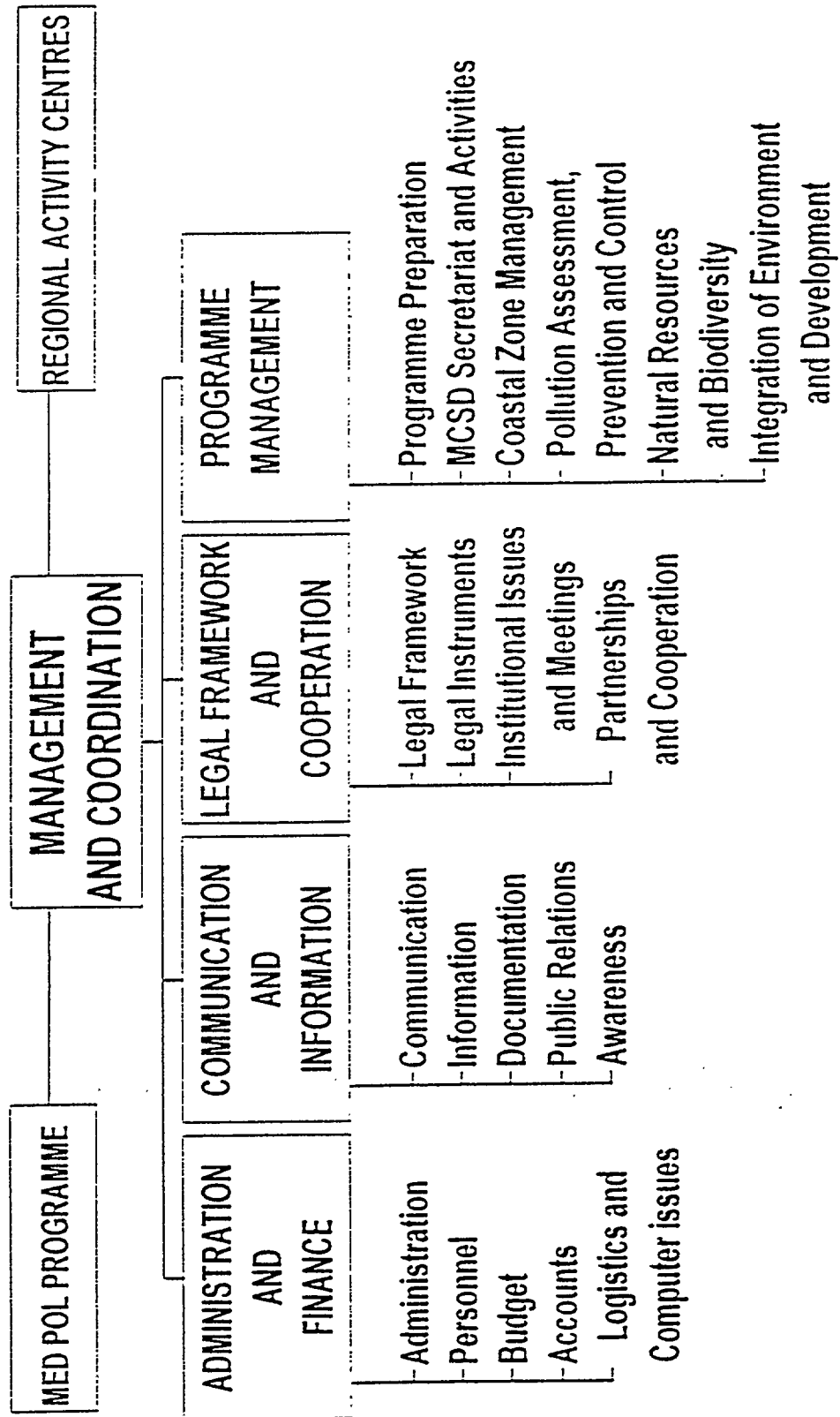
### Organigramme de l'Unité MED

26. Suite à la demande du Siège du PNUE de revoir l'organigramme de l'Unité, le Secrétariat a préparé un organigramme où ressortent clairement les principales tâches et fonctions, compte tenu des nouveaux développements survenus au sein du PAM (voir organigramme page suivante).

# PROPOSED FUNCTIONAL CHART

## UNEP/MAP

### Coordinating Unit



27. Pour chacune de ces fonctions, un cadre de l'Unité MED est totalement ou partiellement chargé de la coordination, alors que la mise en oeuvre des activités et programmes correspondants incombe à l'Unité MED et/ou aux Centres d'activités régionales et programmes concernés. En fonction de leur mandat et de leur domaine de compétence, les éléments structurels du PAM peuvent concourir à un ou plusieurs champs d'activité du programme.
28. Compte tenu de la nécessité croissante d'une bonne stratégie du PAM en matière d'information et suite à la récente réunion d'experts tenue à ce sujet, il conviendrait de prêter davantage attention à cette question en lui allouant des ressources humaines et financières suffisantes. C'est pourquoi il est proposé de convertir le poste de spécialiste de traitement des données en fonctionnaire de l'information, les questions informatiques étant alors assumées par un assistant en matière de traitement des données appartenant au personnel d'appui administratif.
29. Si nécessaire, cet organigramme sera revu et complété à la lumière des observations formulées par les membres du Bureau, avant d'être finalisé avec les services compétents du PNUE.

### **Recommandation**

**Le Bureau souhaitera peut-être formuler des observations sur l'organigramme de l'Unité de coordination du PAM.**

#### **c) Information, participation et formation**

##### **Stratégie du PAM en matière d'information**

1. Lors de leur Dixième réunion ordinaire (Tunis, novembre 1997), les Parties contractantes ont invité le Secrétariat à "élaborer et présenter au Bureau des Parties contractantes un programme d'actions concrètes dans le domaine de l'information au sein du système du PAM" et à "mieux faire connaître le PAM et ses instruments juridiques au sein comme au dehors de la région méditerranéenne".
2. En application de cette décision, un projet de rapport intitulé "Stratégie du PAM en matière d'information" a été élaboré par le Secrétariat et soumis à la dernière réunion du Bureau à Tripoli qui a recommandé d'organiser une réunion d'experts chargée d'examiner le rapport et ses recommandations. En conséquence, une réunion d'experts sur la stratégie du PAM en matière d'information s'est tenue à Athènes les 1er et 2 avril 1999. Y ont

pris part des représentants des membres du Bureau et de la plupart des CAR et programmes du PAM. Le Secrétariat était assisté par trois experts hautement qualifiés en information.

3. Les représentants des pays et des CAR ont exposé leurs vues et leurs besoins. Il est ressorti très clairement des débats que le PAM avait besoin d'améliorer sa visibilité, pas seulement à l'extérieur de la région mais aussi au sein de la Méditerranée, des pays riverains et des institutions partenaires. Le PAM dispose d'un corpus considérable de connaissances résultant de ses activités mais il manque d'une stratégie globale en matière d'information disposant des fonds requis. Par ailleurs, outre sa propre visibilité, le PAM a un rôle important à jouer en informant sur l'état et les tendances de la Méditerranée au sujet desquels l'apport de la CMDD devrait s'avérer d'un grand intérêt.
4. Entre autres questions incluses dans le document UNEP/BUR/54/4, version remaniée du rapport précédent présenté à la réunion du Bureau à Tripoli, la réunion a recommandé ce qui suit:
  - les points focaux existants devraient s'employer plus activement à mieux faire connaître le PAM au sein de leurs ministères et administrations;
  - l'Unité MED et les CAR devraient s'employer plus activement à promouvoir la visibilité du PAM aux niveaux international, régional, national et local;
  - les Parties contractantes devraient définir le type d'informations, principalement celles qui ont trait aux documents juridiques, à leur application, ainsi qu'à l'état national/local de l'environnement et du développement, à communiquer en plus des activités de routine et des résultats analytiques et scientifiques d'ordre général;
  - revaloriser la présentation et la diffusion des publications du PAM;
  - revoir et rénover le fichier d'adresses du PAM en vue d'une communication plus utile et efficace;
  - définir une identification emblématique du PAM, notamment un logo qui serait utilisé dans toutes les publications et manifestations du programme;
  - améliorer la conception de *Medondes*, augmenter sa

fréquence de parution (6 numéros par an), faire en sorte que les composantes du PAM et les Parties contractantes se l'approprient davantage;

- actualiser et revaloriser les brochures et dépliants du PAM - dont l'un s'adressera spécialement aux enfants -, et les faire traduire au moins en anglais, arabe et français, et si possible dans toutes les langues de la Méditerranée;
- améliorer et étendre le domaine d'intervention et les activités de la bibliothèque avec la création d'un poste de documentaliste à plein temps;
- améliorer la conception du site web et l'accès à celui-ci, avec une teneur bilingue;
- lancer, dans le cadre scolaire, un concours de dessin et de peinture sur l'environnement de la Méditerranée;
- explorer la faisabilité et les impacts d'une vidéo et de spots télévisés, ainsi que d'une série d'affiches et d'autocollants;
- désigner, dans toutes les Parties contractantes, des points focaux pour l'information, afin d'améliorer la communication et la diffusion de l'information aux niveaux national et local, avec des contacts avisés avec les médias concernés;
- nommer un fonctionnaire de l'information qui soit un spécialiste dans ce domaine pour se charger de toutes les questions ci-dessus en vue de promouvoir la visibilité du PAM, de communiquer l'information relative à l'environnement et au développement, de mieux sensibiliser aux besoins et aux moyens du PAM parmi les pays et partenaires méditerranéens, y compris la société civile.

### **Recommandation**

**Le Bureau est invité à examiner le document UNEP/BUR/54/4 avec les recommandations proposées et à se prononcer en conséquence.**

### **Autres activités d'information et de formation**

1. La bibliothèque de l'Unité MED, qui abrite et gère une collection spéciale de publications scientifiques et techniques ainsi que la série complète des documents des réunions et/ou publications du PAM et sert de dépôt aux rapports techniques et publications du PNUE et d'autres

organisations des Nations Unies, a continué à offrir des services d'assistance et de référence à des scientifiques, spécialistes et étudiants méditerranéens ainsi qu'aux experts de l'Unité MED.

2. Au cours de la période allant du 1er septembre 1998 au 31 mars 1999, 56 visiteurs ont été accueillis et aidés à la bibliothèque. Soixante dix-neuf demandes d'exemplaires de documents et/ou publications du PAM ont été reçues et satisfaites, et elles concernaient 381 rubriques. Il a été répondu à des demandes de documents et de renseignements adressées par e-mail dont le nombre n'a pas été relevé. La réduction du nombre de demandes par e-mail est due au fait que des documents et publications du PAM sont désormais disponibles sur le site web avec possibilité de les télécharger.
3. Cent soixante-huit livraisons de périodiques, 98 rapports techniques et 78 monographies ont été reçus, classés et traités. De même, des bulletins et autres divers supports d'information dont le nombre n'a pas été consigné ont été reçus et traités.
4. L'enrichissement et la tenue de la collection de documents et de la base de données (MEDDOC) se sont poursuivis, comme dans le cas de la base de données sur les organisations non gouvernementales (ONG), et la version actualisée du **Répertoire des organisations non gouvernementales partenaires du PAM, Athènes 1999**, a été publiée (UNEP/BUR/54/Inf.3)
5. Le numéro 38 (hiver 98/99) de *Medondes* a été publié en anglais et en français. La version arabe est en préparation.
6. Au titre de "Formation au programme de l'Unité MED", un cadre du Programme pour l'environnement de la mer Caspienne (TACIS) a bénéficié d'un cours de formation intensive à la gestion biobibliothèque/information et au logiciel bibliographique UNESCO CDS/ISIS pour la conception et la gestion de la base de données.
7. Le site web PAM/PNUE a continué à être mis à jour comme prévu et requis.
8. Les numéros suivants de la Série des rapports techniques du PAM ont été publiés et diffusés:
  119. UNEP: Strategic Action Programme to Address Pollution from Land-Based Activities. Série des rapports techniques du PAM, n° 119, PNUE, Athènes, 1998 (178 pages). Et, dans le même volume, la version française correspondante:

PNUE: Programme d'actions stratégiques visant à combattre la pollution due à des activités menées à terre.

122. PNUE/OMM: Atmospheric input of mercury to Mediterranean Sea ("Apport atmosphérique de mercure à la mer Méditerranée"). Série des rapports techniques du PAM, n° 122, Athènes, 1998 (78 pages).
123. PNUE/OMM: MED POL Manual On Sampling and Analysis of Aerosols and Precipitation for Major Ions and Trace Elements ("Manuel MED POL sur l'échantillonnage et l'analyse des aérosols et précipitations en vue d'y déterminer les principaux ions et métaux en traces"). Série des rapports techniques du PAM, n° 123. PNUE, Athènes, 1998 (166 pages).

**d) Cadre juridique**

1. Conformément à la décision du Bureau, des lettres ont été envoyées, en janvier 1999, pour inviter toutes les Parties contractantes ne l'ayant pas encore fait à accélérer leur processus de ratification. Depuis lors, seule la Croatie a ratifié les modifications apportées à la Convention de Barcelone et au Protocole "immersions". Par ailleurs, le Secrétariat a reçu des indications selon lesquelles deux autres pays allaient procéder prochainement à la ratification.
2. Pour l'information du Bureau, la situation, au 31 mars 1999, des signatures et ratifications de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles figure à l'**annexe III** du présent rapport.

**Recommandation**

**Le Bureau souhaitera peut-être inviter une fois de plus instamment les Parties contractantes qui ne l'ont pas encore fait à accélérer leur processus de ratification.**

**Amendements au Protocole "situations critiques"**

3. En application de la décision de la Dixième réunion ordinaire des Parties contractantes (Tunis, novembre 1997), selon laquelle le Protocole "situations critiques" demandait à être modifié afin d'y insérer les dispositions nécessaires à l'application de la stratégie régionale sur la prévention de la pollution du milieu marin par les navires, une réunion d'experts juridiques et techniques nationaux sur les amendements à apporter au Protocole "situations critiques" s'est tenue à Malte les 23 et 24 novembre 1998. La réunion a examiné les propositions du REMPEC concernant les amendements, y a apporté certaines retouches et est



convenue du texte ainsi remanié.

4. Cependant, le Secrétariat a estimé que les amendements proposés n'étaient pas suffisants et qu'il convenait de procéder à un examen plus approfondi du Protocole afin d'y refléter les développements intervenus dans le cadre du PAM et de l'harmoniser avec les textes de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.
5. Lors de l'examen du texte révisé, la réunion des points focaux du REMPEC (Malte, 25-28 novembre 1998) a procédé à d'autres modifications, a approuvé le nouveau texte et a demandé au REMPEC de le transmettre à l'Unité de coordination du PAM pour la suite à donner.
6. En conséquence, l'Unité MED, le REMPEC et l'OMI ont eu une ample concertation dans le but de finaliser le texte et de l'aligner ainsi sur les textes de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles récemment actualisés, en vue de le soumettre, pour approbation finale, à une conférence de plénipotentiaires des Parties contractantes.
7. Deux options s'offrent pour la convocation de ladite conférence:
  - a. convoquer la conférence en même temps que la prochaine réunion des Parties contractantes (Malte, octobre 1999), en lui consacrant une journée. Cependant, cette option présente des difficultés car le Secrétariat devra envoyer en temps voulu, pour examen, le texte du Protocole modifié à toutes les Parties contractantes, ce qui réclamera un certain délai. De plus, l'ordre du jour de la Onzième réunion ordinaire des Parties contractantes à Malte est déjà très chargé puisqu'y figurent d'autres questions importantes qui occuperont amplement les quatre journées prévues. Enfin, aucun crédit n'est inscrit au budget de 1999 pour financer la convocation de la conférence à Malte au cours de la présente année.
  - b. La seconde option, plus pratique, consiste à convoquer la conférence de plénipotentiaires au cours du premier semestre de l'an 2000 et de demander à la réunion de Malte d'allouer les crédits nécessaires à cet effet.

### **Recommandation**

**Le Bureau souhaitera peut-être conseiller le Secrétariat sur la meilleure démarche à adopter concernant la convocation d'une conférence de plénipotentiaires concernant les amendements à apporter au Protocole "situations critiques".**

**e) Collaboration du PAM avec les organisations non gouvernementales (ONG)**

1. La coopération avec les organisations non gouvernementales s'est encore développée. Une assistance a été octroyée à des ONG pour l'organisation de réunions et d'ateliers en Méditerranée; elle a concerné les ONG et activités suivantes:
  - Office arabe pour la jeunesse et l'environnement (Égypte): préparation d'un bulletin mensuel - "Forum environnemental";
  - MED FORUM: tenue à Barcelone du Cinquième Forum sur l'environnement (novembre 1998);
  - Réseau arabe d'ONG pour l'environnement et le développement (RAED) et Ligue arabe: organisation d'un atelier sur le développement durable (Le Caire, décembre 1998);
  - Association des femmes de la région méditerranéenne (AWMR): 8e conférence annuelle "Environnement en Méditerranée: perspectives au regard des femmes" (Athènes, mai 1999);
  - Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE): organisation du groupe de travail thématique de la CMDD (Athènes, mai 1999).

**f) Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD)**

1. La quatrième réunion de la CMDD s'est tenue à Monaco du 20 au 22 octobre 1998, à l'aimable invitation de la principauté de Monaco. La plupart des membres ont pris part à la réunion avec un grand nombre de représentants d'organisations des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales en qualité d'observateurs. Un nouveau Comité directeur a été élu, dont la Tunisie occupe la présidence. Après avoir examiné les activités des six groupes de travail thématiques en cours, la réunion a abordé des questions ayant trait au suivi des recommandations, à de nouveaux thèmes, à la méthode de travail et à la coopération de la CMDD avec des agences des Nations Unies et d'autres partenaires.
2. La Ville de Rome a confirmé sa proposition d'accueillir la cinquième réunion de la CMDD du 1er au 3 juillet 1999, et d'en assumer presque tous les frais.
3. Au titre du suivi de la quatrième réunion et dans le but de mieux préparer la cinquième réunion, le Comité directeur de la CMDD s'est réuni les 8 et 9 mars à Tunis afin d'examiner les questions suivantes: méthode de travail et suivi des recommandations, nouveaux thèmes et leurs critères de sélection, élaboration du "bilan stratégique pour l'an 2000", coopération avec la Commission des Nations Unies et les commissions nationales de développement durable, activités intersessions et ordre du jour provisoire de la prochaine réunion de la CMDD. Les membres du

Comité directeur ont adopté "un relevé des conclusions" découlant de l'examen des questions précitées (inclus dans le rapport UNEP(OCA)/MED WG.155/3).

4. À l'occasion de la réunion du Comité directeur, la Tunisie a réitéré sa proposition d'accueillir la sixième réunion de la CMDD au cours de l'été 2000, avec un segment ministériel.
5. Toutes les activités thématiques en cours donneront lieu à une réunion des groupes de travail correspondants entre le 26 avril et le 5 juin 1999 de manière à élaborer des recommandations et un programme d'actions (pour les indicateurs de développement durable et pour le tourisme) ou un programme de travail (pour d'autres thèmes) à proposer pour adoption à la prochaine réunion de la CMDD.
6. Bien qu'elle témoigne encore d'insuffisance et d'une efficacité médiocre dans le domaine de l'information, la CMDD fait désormais référence, au point que le dernier Conseil d'administration du PNUE a recommandé aux autres programmes des mers régionales de se doter d'une Commissions analogue.
7. Cependant, il convient de noter que, jusqu'à ce jour, les activités de la CMDD ont été entreprises sans pratiquement grever d'aucun prélèvement supplémentaire le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée. Certaines des lignes budgétaires allouées aux activités existantes ont été consacrées aux activités de la CMDD et d'importantes réunions ont été financées par des contributions nationales et locales ad hoc. Compte tenu du développement des activités de la CMDD, y compris le suivi des recommandations, l'achèvement des activités en cours et la préparation de nouveaux thèmes, il est nécessaire d'allouer davantage de ressources aux activités de la Commission et d'inciter ses membres et partenaires à appuyer un plus grand nombre de ses réunions.

## **B. PRÉVENTION ET MAÎTRISE DE LA POLLUTION**

Les activités ci-après ont été entreprises dans le cadre du programme MED POL:

### **a) Maîtrise de la pollution**

#### **Coordination du MED POL**

1. La réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL chargée d'examiner la mise en oeuvre de MED POL - Phase III et du Programme d'actions stratégiques (PAS), initialement prévue pour les 3-7 mai 1999,

a été reportée aux 20-23 juin et se tiendra à Reggio de Calabre (Italie), à l'aimable invitation du gouvernement italien. Les coordonnateurs nationaux pour le MED POL ont été informés de ces nouvelles dates. La réunion examinera la mise en oeuvre des activités MED POL - Phase III ainsi qu'un document proposant certaines actions prioritaires liées à la mise en oeuvre du PAS.

#### Surveillance continue MED POL

2. A la suite des activités préparatoires menées au début de l'année et qui comportaient la formulation de programmes de renforcement des capacités, cinq pays finalisent actuellement leur programme national de surveillance continue (Albanie, Croatie, Grèce, Slovénie et Turquie). Une assistance, sous forme d'experts, d'instruments et matériaux de laboratoire, a été octroyée à l'Albanie, à l'Algérie, à l'Egypte, au Maroc, à la Libye, à la Syrie et à la Turquie pour faciliter la préparation et la mise en oeuvre de leurs programmes nationaux de surveillance continue.
3. Pour ce qui est de la surveillance des effets biologiques, le manuel opérationnel exposant certaines techniques a été achevé et sera prochainement adressé à tous les pays concernés. Dans le cadre de la coopération régionale, l'Accord RAMOGE a produit une vidéocassette qui sera adressée avec le manuel. Dans le cadre de l'assistance aux pays, des négociations ont été menées pour l'achat d'instruments et de matériaux et pour aider les travaux de laboratoire en Grèce, en Égypte et en Tunisie.
4. Au titre du Protocole "tellurique", un atelier d'experts sur le respect et l'application effective de la législation en Méditerranée pour la lutte contre la pollution provenant de sources et activités situées à terre s'est tenue à Athènes du 16 au 18 mars 1999, sous l'organisation conjointe du PAM et de l'OMS. L'atelier avait pour principal objet d'évaluer la situation prévalant en Méditerranée en matière de respect et d'application effective de la législation, en s'attachant plus particulièrement aux corps d'inspecteurs, et en proposant des actions à mener dans l'avenir. Le rapport de la réunion figure sous la cote UNEP(OCA)/MED WG. 160/1.
5. Ont pris part à l'atelier 18 experts représentant les Parties contractantes et 5 experts internationaux dans ce domaine, ainsi que des représentants de CAR, OIG et ONG concernés. Des participants ont présenté les rapports par pays qu'ils avaient établis sur la conformité et l'application effective dans leur contexte national. Ces rapports ont été insérés dans le rapport de l'atelier. Des questionnaires avaient été remplis par tous les participants pour la collecte, au niveau national, de renseignements concernant le contrôle de la conformité et de l'application effective de la législation en vue de permettre une évaluation statistique rapide de la situation existante. Les recommandations de l'atelier ont été adressées

aux Parties contractantes et au Secrétariat. Les recommandations au Secrétariat portent notamment sur la mise en place d'un réseau régional informel pour l'échange d'informations et d'idées dans ce domaine, sur des programmes d'échange pour le renforcement des systèmes d'inspection nationaux et l'assistance aux pays, sur demande, en vue de l'amélioration des activités de mise en application coercitive.

6. Suite à la tenue de l'atelier régional destiné aux formateurs d'exploitants de stations d'épuration des eaux usées qui s'est tenu à Athènes du 4 au 9 mai 1998, le PAM et l'OMS ont organisé un cours de formation national à Alexandrie, du 2 au 5 avril 1999. Le cours a rassemblé 19 participants de tous les gouvernorats d'Égypte, exploitants ou futurs exploitants de stations d'épuration. Il s'est déroulé dans les locaux de l'Organisation générale d'assainissement d'Alexandrie qui est située à proximité de la station d'épuration d'Alexandrie Est. Aux fins du cours, un manuel de formation en arabe avait été établi sur la base du manuel régional et en tenant compte des besoins nationaux et locaux. Les conférenciers avaient été choisis par les organisateurs locaux et la langue de travail était l'arabe. Le rapport du cours sera publié en temps utile.
7. Le document établi par le PAM et l'OMS sur la situation concernant l'épuration des eaux usées dans les villes côtières de plus de 10.000 habitants en Méditerranée a été achevé. Les données ont été adressées à tous les coordonnateurs nationaux pour le MED POL pour vérification. Des observations ont été reçues de plusieurs pays et prises en compte lors de l'établissement du rapport final. Des dispositions ont été prises pour la traduction du document en français et les deux versions seront soumises pour approbation à la réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL.
8. Un atelier régional de formation à l'exploitation de stations d'épuration des eaux usées a été organisé du 21 au 22 avril 1999 en vue de fournir une aide plus substantielle aux Parties contractantes pour la réduction effective de la pollution d'origine tellurique. Un atelier sur l'exploitation de stations d'épuration destiné aux formateurs dans ce domaine s'est tenu à Sophia Antipolis dans les locaux de l'Office international de l'eau qui avait convenu d'accueillir la manifestation à la suite d'une invitation adressée à tous les pays. L'atelier avait pour objet de permettre à des experts d'organiser des cours de formation nationaux similaires à l'intention d'exploitants. L'atelier régional organisé par le PAM et l'OMS a réuni 14 participants. Il est prévu qu'un atelier national sera organisé en collaboration avec des experts nationaux qualifiés, dans le prolongement de l'atelier régional.
9. Plusieurs pays ont soumis des programmes de surveillance nationaux en matière de conformité, mis en oeuvre en 1997, avec des données et des évaluations. Il ressort clairement des résultats que s'imposent une

présentation et mise en oeuvre uniformes des programmes de surveillance. Les actions coercitives prises en cas de manquement devraient également être incluses dans les rapports soumis, et les pays qui n'ont pas encore mis en oeuvre ou soumis des programmes nationaux de surveillance devraient être incités à le faire. La question sera abordée lors de la prochaine réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL.

10. En ce qui concerne les activités futures en matière de mise en oeuvre de la surveillance continue de la conformité, le projet de document intitulé "Actions correctrices en cas de non-respect des critères de lutte antipollution en vigueur en Méditerranée" a été achevé. Après évaluation soigneuse et sous réserve qu'il ait été traduit en français, le document sera présenté, pour examen, à la prochaine réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL.

#### Projet FEM en Méditerranée

11. Au cours de la période considérée, le document de projet portant sur le projet FEM en Méditerranée a été finalisé en y intégrant les contributions de l'Unité MED et du MED POL, du CAR/ASP, du CAR/PP, du CAR/PAP, du METAP et de la FAO, et adressé au secrétariat du FEM pour observations et approbation. L'approbation officielle et le démarrage des activités, y compris le recrutement de l'administrateur de projet, est prévue pour l'automne 1999.

#### **b) Prévention de la pollution du milieu marin par les navires**

1. La réunion des points focaux du REMPEC s'est tenue à Malte du 25 au 28 novembre 1998. Les participants ont examiné diverses questions liées au mandat du Centre ainsi que la mise en oeuvre du programme d'activités du REMPEC (1997-1998), le système d'information régional, la stratégie régionale de prévention de la pollution du milieu marin par les navires et le programme et budget de l'exercice 2000-2001. Le rapport de la réunion figure sous la cote REMPEC/WG.16/14.
2. La base de données "TROCS" axée sur le transport maritime a été revue dans sa conception et renouvelée, en coopération avec le Département des systèmes d'information des Services de l'Université de Malte.
3. De nouvelles bases de données, formant partie intégrante du Système d'information régional, ont été mises en place par un consultant de l'École des Mines de Paris, ainsi qu'un progiciel de nouvelles bases de données pour l'informatisation de la bibliothèque du Centre. Le même consultant a également établi un spécimen du site web du REMPEC. Tous ces développements ont été exposés à la réunion des points focaux du REMPEC.

4. Des rapports rendant compte des phases III et IV du projet d'établissement de cartes de sensibilité pour la région de Sfax exécuté dans le cadre du PAC "Sfax" ont été soumis par les consultants. Des cartes de sensibilité couvrant la région ont été établies mais il conviendra d'y apporter encore certaines modifications avant de publier leur version finale.
5. Le REMPEC a continué à aider les autorités maltaises à préparer le plan d'urgence national. Plusieurs réunions de travail avec les autorités maltaises compétentes et des consultants engagés pour l'élaboration du plan se sont tenues au cours de la période considérée.
6. Une proposition de projet de mise en place, en République arabe syrienne, d'un système national de préparation et d'intervention en cas de pollution marine accidentelle a été révisée et soumise pour approbation, en janvier 1999, au mécanisme de financement LIFE-Pays tiers de la CE.
7. Une réunion a été organisée, au début avril 1999, avec les autorités turques, pour le lancement du projet LIFE-Pays tiers d'évaluation des risques pour les ports de Mersin et Iskenderun en Turquie.
8. Dans le cadre du projet LIFE-Pays tiers financé par la CE pour le développement de capacités d'intervention de Chypre, de l'Égypte et d'Israël en cas de déversements accidentels, les activités suivantes ont été organisées et menées à bonne fin:
  - un exercice conjoint d'intervention en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures, avec mobilisation d'effectifs, de matériel, de vaisseaux et d'aéronefs des trois pays concernés, s'est déroulé à Chypre du 2 au 5 novembre 1998;
  - la deuxième réunion des autorités nationales opérationnelles s'est tenue à Nicosie les 6 et 7 novembre 1998;
  - la troisième réunion du Comité directeur s'est tenue à Tel-Aviv (Israël) les 8 et 9 mars 1998;
  - le règlement intérieur des futures réunions des autorités nationales opérationnelles a été élaboré en novembre 1998, puis approuvé en mars 1999;
  - les annexes 1, 2, 4, 5 et 9 du plan d'urgence sous-régional ont été révisées, actualisées et approuvées;

- un exercice de communication mobilisant des stations radio côtières dans les trois pays concernés a été organisé en novembre 1998;
  - un cours de formation sous-régional à l'utilisation de dispersants et autres agents chimiques (prévu en Israël du 25 au 29 avril 1999) est actuellement en préparation;
  - les préparatifs du deuxième exercice conjoint d'intervention en cas d'accident (qui doit avoir lieu en octobre 1999 en Israël) ont démarré en mars 1999.
9. Les préparatifs pour l'organisation du stage de formation régional sur la gestion des situations critiques de pollution marine, qui doit se dérouler en Tunisie en octobre 1999, ont démarré en février dernier.
10. De nouvelles éditions mises à jour des sections suivantes du Système d'information régional ont été achevées en février et mars 1999 et sont prêtes à être diffusées:
- |        |  |
|--------|--|
| RIS/B1 | Répertoire des autorités nationales compétentes      |
| RIS/B2 | Inventaire des centres d'expertise et des ressources |
| RIS/B4 | Répertoire des sociétés prestataires de services.    |
11. La version finale du "Guide pratique concernant les déversements chimiques accidentels", qui sera intégrée dans le Système d'information régional au titre de la section 12 de la partie D, est en cours de révision.
12. Au cours de la période considérée, les cadres du Centre ont pris part aux réunions suivantes: réunion du Mediterranean Oil Industry Group - MOIG (Malte, novembre 1998); MEPC, 42e session, (OMI, Londres, novembre 1998); atelier sur la préparation et l'intervention en cas de situation critique (OCDE-CEE(ONU), Finlande, novembre 1998), réunion de présentation finale du PAC "Sfax" (Tunisie, décembre 1998); 8e réunion du groupe de travail sur les accidents chimiques (OCDE, Paris, décembre 1998); 17e réunion du groupe d'intégration ICE (Bruxelles, décembre 1998); Groupe de travail du GESAMP sur l'évaluation des risques dûs au transport par bateau de substances nocives (OMI, Londres, février 1998), ainsi que diverses réunions organisées par l'Unité MED et/ou des CAR.
13. Le directeur du REMPEC a effectué des missions auprès des autorités nationales compétentes de Chypre (novembre 1998), de Tunisie (décembre 1998), d'Italie (janvier 1999), de Slovénie (janvier 1999), de Croatie (janvier 1999) et d'Israël (mars 1999).



14. M. Yves Charles, CSNA, détaché au REMPEC par la société Elf Aquitaine, France, a rejoint le Centre le 11 décembre 1998, pour remplacer M. Guillaume Salessy qui avait terminé sa période de détachement à Malte au début janvier 1999.

**c) Activités en matière de production plus propre**

**Publications et distribution du bulletin d'information CPNews**

1. Au cours de la période mars - avril 1999, le troisième numéro du bulletin d'information CPNews est paru. Cette publication est un système périodique d'échange d'informations entre les différents points focaux avec des nouvelles sur les programmes, les réalisations, des renseignements sur les points focaux nationaux et des données sur la production plus propre dans chaque pays (séminaires, projets, nouvelles technologies, législation, etc.).
2. Le bulletin CPNews est publié en anglais et en français et distribué à tous les points focaux nationaux et experts des pays méditerranéens. Il s'avère être un instrument utile d'échange des informations intéressant tous les points focaux nationaux.

**Prochaine réunion des points focaux nationaux du CAR/PP**

3. La deuxième réunion des points focaux nationaux du CAR/PP est en préparation et elle se tiendra à Barcelone les 17 et 18 mai 1999.

**C. CONSERVATION DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE**

Le Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (CAR/ASP) a entrepris les activités ci-après:

**I. Collecte de données et évaluation périodique de la situation**

**Collecte de données et assistance aux pays pour l'établissement d'inventaires d'espèces et de sites d'intérêt spécial**

1. Dans le cadre de l'élaboration d'outils techniques pour l'établissement d'inventaires nationaux de sites naturels d'intérêt pour la conservation, les activités ci-après ont été réalisées au cours de la période considérée:
  - a) la version révisée du formulaire de données type (FDT) pour le recueil d'informations concernant les sites inscrits dans les inventaires nationaux de sites naturels d'intérêt pour la conservation a été élaborée sur la base des observations reçues des Parties contractantes à propos de la première version, en

deux langues (anglais et français). Le FDT élaboré sera soumis, pour finalisation, à la 4e réunion des PFN pour les ASP.

- b) Le CAR/ASP a organisé une réunion d'experts sur les habitats marins en région méditerranéenne. La réunion s'est tenue à Hyères, France, du 18 au 20 novembre 1998, avec le concours financier et technique du gouvernement français et de l'Unité de coordination du PAM. Les principaux résultats de la réunion ont été: i) un projet de classement des types d'habitat benthique marin dans la région méditerranéenne, et ii) une évaluation de l'intérêt pour la conservation des différentes unités d'habitat benthique identifiées dans le classement. Ces résultats seront présentés à la 4e réunion des PFN pour les ASP en vue de finaliser un classement de référence des types d'habitat marin pour la région méditerranéenne et une liste de types d'habitat devant servir de référence dans le choix des sites à inventorier.
- c) Le CAR/ASP travaille à l'élaboration d'un classement de référence des types d'habitat terrestres et des zones humides du littoral pour la région méditerranéenne. Une version préliminaire du classement a été établie sur la base du classement des habitats paléarctiques, en collaboration avec l'Institut Royal de Sciences Naturelles de Belgique. Dans le même contexte, une étude spécifique sur les habitats du littoral tunisien est en cours.

## **II. Mesures juridiques (Protocole ASP)**

### Assistance aux pays dans l'élaboration de leur législation relative à la conservation des aires et espèces spécialement protégées

- 2. Un travail de compilation des informations recueillies par le CAR/ASP à propos de la législation des pays méditerranéens concernant la conservation des aires et espèces spécialement protégées a été mené à bien.

## **III. Planification et gestion**

### Mise en oeuvre du plan d'action pour la conservation des tortues marines de Méditerranée

- 3. Suite à une proposition de la réunion d'experts sur la mise en oeuvre du plan d'action pour la conservation des tortues marines de Méditerranée (Arta, Grèce, 27-29 octobre 1998), et après approbation de la réunion du Bureau des Parties contractantes qui s'est tenue à Tripoli (Libye) les 16 et 17 novembre 1998, le CAR/ASP a organisé une réunion d'experts sur les actions prioritaires dans la mise en oeuvre du plan d'action pour la conservation des tortues marines de Méditerranée. La réunion s'est

tenue à Tunis du 18 au 20 février 1999, et elle a permis d'établir un projet de liste d'actions prioritaires qui sera proposée pour être annexée à la version révisée du plan d'action. L'organisation de la réunion a bénéficié d'un concours financier du gouvernement français.

Assistance aux pays dans la mise en oeuvre du plan d'action pour la conservation des cétacés

4. Une étude destinée à évaluer la population de grand dauphin (*Tursiops truncatus*) le long du littoral croate, à laquelle le CAR/ASP a fourni un appui financier, a été menée à bien. Le projet a été exécuté par la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Zagreb, sous la responsabilité de la Direction nationale pour la nature et l'environnement de Croatie.
5. En vue de favoriser les échanges entre spécialistes méditerranéens, le CAR/ASP a établi, en collaboration avec l'Institut de recherche Téthys (Italie) et le Secrétariat provisoire d'ACCOBAMS (Monaco), la deuxième version du Répertoire de spécialistes dans le domaine des mammifères marins (Méditerranée et mer Noire).

Conservation d'autres espèces et écosystèmes

6. Le CAR/ASP organise actuellement une réunion d'experts sur l'élaboration du plan d'action pour la conservation de la végétation marine en mer Méditerranée. Il est prévu que la réunion se tiendra à Tunis, les 9 et 10 avril 1999.

Assistance aux pays dans le domaine de la conservation de la biodiversité

7. Dans le cadre de son assistance à l'Albanie pour l'élaboration de sa stratégie nationale en matière de biodiversité, plus particulièrement de biodiversité marine, le CAR/ASP entreprend une activité d'aide à l'Albanie destinée à:
  - améliorer les capacités de ce pays dans l'étude et la surveillance de la biodiversité marine;
  - dresser un premier inventaire des habitats benthiques le long du littoral albanais.
8. Un stage visant à former des experts albanais à l'inventaire et à la surveillance des habitats benthiques marins est en préparation et se déroulera du 27 avril au 13 mai 1999 à Lecce (Italie). A cette fin, un mémorandum d'accord a été établi avec le Département de biologie de l'Université de Lecce.

Assistance aux pays dans la sélection, la création et la gestion d'aires spécialement protégées de valeur écologique

9. A la demande du point focal tunisien pour les ASP, le CAR/ASP a réalisé une étude sur les aires protégées en Tunisie. L'étude a servi de base de travail à un séminaire national sur les aires spécialement protégées marines organisé par l'ANPE, avec l'appui du CAR/ASP, le 25 mars 1999, dans le parc national d'Ichkeul. Les divers départements ministériels et organisations concernés par la protection du milieu marin en Tunisie étaient représentés à ce séminaire, qui a abouti à la formulation de recommandations précises concernant, en particulier, les aspects législatifs qui régissent l'établissement d'aires protégées marines et les aspects techniques du développement d'aires protégées de ce type en Tunisie, où ces aspects font actuellement défaut.

**IV. Echange de données d'expérience et renforcement des capacités nationales**

10. Afin que ses activités de formation répondent mieux aux besoins des Parties contractantes, le CAR/ASP a lancé, en décembre 1998, une étude sur les besoins des pays méditerranéens en matière de formation de personnel affecté à la gestion d'aires protégées. Cette étude a pour objet de recueillir des informations: i) sur le personnel affecté à la gestion d'aires protégées marines et côtières au niveau des sites et au niveau national; ii) les tâches qui lui sont assignées; iii) les programmes et les possibilités de formation existants; et iv) les besoins en manuels de formation et techniques.

Sessions de formation aux aspects scientifiques et techniques de la conservation du patrimoine naturel commun

11. En collaboration avec le Ministère marocain des eaux et forêts, le CAR/ASP a organisé une session nationale consacrée à la création d'aires spécialement protégées. La session s'est déroulée à Al Hocéima (Maroc) du 7 au 10 décembre 1998. Le programme avait été conçu de manière à tenir compte des besoins spécifiques du Maroc dans ce domaine, tels qu'ils avaient été recensés en concertation avec le point focal national marocain pour les ASP.
12. Le CAR/ASP a appuyé financièrement la participation de spécialistes algériens (2) et marocains (2) au séminaire de formation en matière de cétologie méditerranéenne, organisé par l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Montpellier, France, 15-20 février 1999) en collaboration avec le CAR/ASP. Un cadre du CAR/ASP faisait partie du personnel de formation du séminaire.

**V. Autres activités**

13. Dans le cadre du PAC "Sfax", le CAR/ASP a aidé l'ANPE et l'Unité de coordination du PAM à organiser et conduire la réunion de présentation finale du projet PAC "Sfax", tenue à Sfax (Tunisie) les 15 et 16 décembre 1998. A la suite de cette réunion, le Centre a finalisé le rapport final du projet. Un mémorandum d'accord a été signé entre l'unité MED et le CAR/ASP concernant l'établissement d'un rapport de synthèse intégrant les différents résultats du PAC. Un groupe d'experts de la région prépare actuellement cette synthèse avec le concours du CAR/ASP et du CAR/PAP.
14. Dans le cadre du projet "Détermination des actions prioritaires pour la poursuite de l'élaboration et la mise en oeuvre du Programme d'actions stratégiques en mer Méditerranée", financé par le biais du FEM et qui doit être également exécuté par le PAM, le CAR/ASP est chargé de l'élaboration d'un Programme d'actions stratégiques dans le domaine de la biodiversité en Méditerranée. A cet égard, le CAR/ASP s'est employé à élaborer les sections pertinentes du document qui sera établi de concert avec le PNUE agissant en tant qu'organisation d'exécution FEM. A cette fin, le CAR/ASP a organisé une réunion de coordination avec d'autres partenaires importants identifiés pour le projet, à savoir le WWF, l'UICN et la FAO. La réunion s'est tenue à Tunis le 1er mars 1999, avec la participation de représentants des organisations précitées et de l'Unité MED, et elle a examiné une proposition de projet établi par le Centre. A la suite de la réunion, une proposition révisée a été transmise à l'Unité de coordination pour être intégrée dans le document de projet.
15. La 4e réunion des points focaux nationaux pour les ASP s'est tenue à Tunis du 12 au 14 avril 1999. La réunion a abordé diverses questions, notamment la conservation de sites naturels et d'espèces dans les pays méditerranéens. Elle a également revu les recommandations et instruments techniques ainsi que les trois plans d'action révisés et le plan d'action concernant la végétation marine. Le projet de programme et de budget pour l'exercice biennal 2000-2001 a également été examiné.
16. La première version de la page d'accueil du CAR/ASP a été finalisée et rendue accessible sur le réseau Internet à partir d'avril 1999.
17. Dans le cadre général des activités du Centre, les cadres du CAR/ASP ont pris part aux autres réunions et séminaires ci-après:
  - 18e réunion du Comité permanent de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Strasbourg, 30 novembre-4 décembre 1998);
  - XVIIe réunion de l'Unité MED et des Centres d'activités régionales (CAR) sur le programme du PAM (Athènes, Grèce, 11-12

- janvier 1999);
- réunion sur le "Rapport sur l'environnement et le développement en Méditerranée" (Sophia Antipolis, 15-16 janvier 1999);
  - deuxième réunion du Comité sur les zones humides de Méditerranée (MedWet/Com2) (Valence, Espagne, 31 janvier - 2 février 1999);
  - 4e atelier international sur *Caulerpa taxifolia* (Lerici, Italie, 1er-2 février 1999);
  - première session du Comité consultatif scientifique du CGPMG (Rome, Italie, 23-26 mars 1999);
  - Réunion d'experts sur la stratégie du PAM en matière d'information (Athènes, 1er-2 avril 1999).

#### **D. INTÉGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT**

##### **(a) Gestion durable des zones côtière et des ressources naturelles**

##### **I. Le Centre d'activités régionales du Plan Bleu (CAR/PB) a entrepris les activités suivantes:**

###### **Au plan institutionnel**

1. Le directeur et l'administrateur du Plan Bleu ont pris part à la réunion de l'Unité MED et des CAR en janvier 1999. L'administrateur, également chargé de l'information, a pris part à la réunion sur la stratégie du PAM en matière d'information organisée à l'Unité MED en avril 1999. Un cadre du Plan Bleu a pris part à une réunion tenue à Copenhague afin de contribuer à l'élaboration de la recommandation de la CE à la Commission du développement durable à New York.

###### **Analyse systémique et prospective**

2. Le mandat d'un nouvel exercice de prospective démographique a été établi, et l'équipe de consultants a été désignée. Les premiers résultats seront présentés à la réunion des Parties contractantes à Malte.
3. Les consultants chargés de la nouvelle édition du fascicule "L'eau dans le bassin méditerranéen" et de la rédaction du nouveau fascicule "Ecosystèmes forestiers méditerranéens" ont amorcé leurs travaux. Il a été décidé que le processus de rédaction serait davantage participatif que pour les fascicules précédents, et plusieurs membres de l'équipe se sont rendus en mission conjointe à Rome en vue d'une évaluation de l'information qui pourrait être obtenue auprès de la FAO et d'autres organisations. Des fonds n'ont pu être encore réunis pour financer la traduction en anglais et en arabe de ces fascicules.

## Observatoire méditerranéen pour l'environnement et le développement

### Observatoires nationaux

4. Le Plan Bleu compte mettre privilégier le travail de coordination concernant les observatoires nationaux. A cet effet, une mission se rendra auprès de chacun des observatoires nationaux et une réunion sera organisée au cours du dernier trimestre de 1999 avec des participants de tous les observatoires nationaux, existants ou en cours de mise en place.
5. *Tunisie*: la collaboration avec l'OTED (Observatoire tunisien pour l'environnement et le développement) a vraiment démarré à l'occasion: 1) du travail accompli et de la réunion ensuite tenue sur les indicateurs de développement durable, et 2) de l'essai d'indicateurs exposé ci-dessous réalisé avec l'IFEN. Dans les deux cas, l'OTED s'est avéré être un excellent partenaire. De même, ces activités ont renforcé l'une des activités majeures de l'OTED.
6. *Maroc*: le Plan Bleu a fait activement participer l'Observatoire marocain au programme METAP, et cette collaboration s'est également avérée excellente. De fait, l'Observatoire marocain, créé grâce à l'impulsion du Plan Bleu, a fait du chemin depuis son lancement: il compte désormais une quarantaine d'experts, et de nombreux rapports ont été publiés.
7. *Syrie*: l'étude préliminaire concernant la création d'un Observatoire syrien pour l'environnement et le développement a été préparée par un consultant local sous la supervision du Plan Bleu; ce rapport est très inférieur au niveau requis, et l'on ne peut guère tabler dessus.
8. *Liban*: le projet soumis par les autorités libanaises à la DGXI/CE a reçu l'appui du programme LIFE qui contribuera à hauteur de 362.500 écus (400.000 dollars E.U.) à la création d'un observatoire libanais pour l'environnement et le développement. Malheureusement, les autorités libanaises ont rencontré des difficultés dans leur travail commun sur ce projet.
9. *Turquie*: on est plus ou moins confronté au même type de problème qu'au Liban.

### Études institutionnelles / Profils de pays

10. *Algérie*: Le profil de l'Algérie a reçu un appui de la part des autorités algériennes (principalement de la Direction générale de l'environnement), et il est en cours de finalisation pour être publié et diffusé en Algérie et sur le pourtour de la Méditerranée.

11. *Syrie*: un avant-projet de profil de la Syrie a été rédigé par le consultant local et revu par l'expert du Plan Bleu. Des modifications ont été apportées par le consultant et le rapport devrait être prochainement finalisé.
12. *Liban*: le Plan Bleu a recruté un expert de haut niveau pour améliorer le travail précédemment accompli au titre de première version. Le profil sera bientôt finalisé et publié.
13. *Tunisie*: avec l'appui financier du Ministère français de l'environnement et la participation active d'une équipe de consultants tunisiens, le profil de la Tunisie a fait l'objet d'une nouvelle rédaction, et la nouvelle version servira de cadre de référence pour les futurs profils de pays, y compris celui du Liban.

#### Statistiques et indicateurs

14. En étroite association avec le programme METAP III, le PB a été invité et chargé de réaliser en 1997 et 1998, au nom du PAM et dans le cadre de l'activité sur la surveillance régionale de la performance des programmes, l'identification et l'élaboration d'indicateurs de performance environnementale. Le Plan Bleu a établi et distribué aux experts de tous les pays concernés des questionnaires sur quatre domaines: pollution de l'eau, gestion des ressources et des demandes en eau, déchets et pollution atmosphérique. Les réponses ont été dépouillées au CAR/PB, et trois ateliers sous-régionaux ont été organisés (à Rabat, au Caire et à Split) en vue d'aider les pays à élaborer des indicateurs de performance pertinents dans ces quatre domaines. Ce programme est désormais achevé, et le rapport final sera transmis à l'Unité MED. Le CAR/PB a établi un projet de répertoire statistique méditerranéen sur l'eau.
15. Depuis décembre 1997, le Plan Bleu, de concert avec l'Observatoire tunisien pour l'environnement et le développement (OTED) et l'Institut français pour l'environnement (IFEN) contribue à l'essai d'indicateurs interpays qui est réalisé entre la France et la Tunisie dans le cadre de la CMDD. Le contrat vient à échéance en juin, et le projet de rapport final rédigé par un consultant local de haut niveau a été révisé au CAR/PB. Des publications consécutives à cette activité sont en préparation.

#### Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD)

16. Au titre de Centre d'appui à cinq des thèmes prioritaires (gestion de la demande en eau, indicateurs de développement durable, tourisme, libre-échange et environnement, développement urbain/rural), le CAR/PB attache une importance capitale aux tâches ci-après liées à la CMDD:



*Indicateurs de développement durable:* une réunion du groupe d'experts se tiendra à Sophia Antipolis en mai 1999, avec la participation de quelque 25 experts. Le programme de travail a été fixé et les ultimes préparatifs sont en bonne voie.

*Tourisme et développement durable:* un questionnaire a été établi et adressé aux experts participant au séminaire d'Antalya. La prochaine réunion du groupe d'experts doit avoir lieu à Split, en avril, si la situation le permet. Le programme de travail a été fixé et les ultimes préparatifs sont en bonne voie.

*Développement durable des zones rurales/urbaines:* le Plan Bleu participe activement à la préparation de la réunion du groupe de travail qui doit avoir lieu à Split (si la situation le permet) et est organisée par le CAR/PAP pour le courant avril 1999. Le programme de travail a été fixé, et les ultimes préparatifs sont en bonne voie.

*Libre-échange et environnement:* le Plan Bleu a pris une part active à la réunion du groupe de travail à Genève en juin ainsi qu'à la réunion du groupe d'expert restreint qui s'est tenue à Marseille le 24 août 1998. Un consultant du Plan Bleu suivra la question au CAR/PB.

#### Activités diverses

17. Une réunion d'experts de haut niveau s'est tenue en janvier en vue d'examiner les notes établies sur la population, l'énergie, le tourisme, l'agriculture, la pollution atmosphérique, les déchets, l'eau, les risques naturels, la biodiversité et les sols. Ces notes ont été rédigées pour répondre à une proposition de l'Agence européenne de l'environnement de contribuer à la prochaine version de son rapport "EU98". La réunion a également permis d'examiner avec les experts la perspective de l'établissement par le Plan Bleu d'un "État de l'environnement et du développement durable" dans la région méditerranéenne au cours des prochaines années.

#### **II. Le Centre d'activités régionales/Programme d'actions prioritaires (CAR/PAP) a entrepris les activités suivantes:**

##### Coordination générale du projet

1. Le directeur du CAR/PAP a pris part à la préparation et au déroulement de la conférence euro-méditerranéenne sur les "villes durables" (Séville, septembre 1998 et janvier 1999). Il a également dirigé plusieurs missions en vue de préparer des propositions pour le programme SMAP de l'UE (Sophia Antipolis et Rome); à l'invitation du Directeur exécutif du PNUE, il a pris part aux travaux du groupe de travail sur la conservation des écosystèmes (Gland, novembre 1998); et il a assisté aux ateliers sur la

pollution industrielle et sur le matériel didactique concernant la GIZC (Izmir, Trieste).

2. Le CAR/PAP a continué à publier et à distribuer des documents se rapportant à diverses actions prioritaires. Les activités d'information ont été renforcées par la préparation et le lancement d'un site web du PAP <http://www.pap.gradst.hr>, par la publication de plusieurs articles sur le CAR/PAP dans la presse périodique internationale et croate, et par la participation de représentants du Centre à des émissions de la radio et de la télévision locales et nationales. Les articles sur le CAR/PAP sont amplement mentionnés dans les répertoires bibliographiques du Conseil de l'Europe ainsi que dans les ouvrages et publications spécialisés.
3. Le CAR/PAP a accueilli la mission d'évaluation (Split, 17-19 février 1999) visant à déterminer dans quelle mesure le Centre s'était acquitté avec succès de ses tâches et avait rempli son rôle régional dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action pour la Méditerranée. La mission avait lieu conformément à une décision des Parties contractantes à la Convention de Barcelone lors de leur Dixième réunion ordinaire (Tunis, 18-21 novembre 1997) selon laquelle une évaluation des activités des Centres régionaux (CAR) et d'autres programmes du PAM devait être entreprise sur une base régulière. Les membres de la mission ont eu des entretiens avec des responsables et experts du CAR/PAP et ils ont vérifié les principales publications et documents établis par le Centre au cours de ses 20 années d'existence.

#### Développement durable des zones côtières

4. La réunion de l'Unité MED et des directeurs de CAR a décidé que le CAR/PAP jouerait un rôle de coordination dans le Programme d'aménagement côtier (PAC) du PAM. La seconde version du manuel opérationnel pour la mise en oeuvre des projets PAC a été finalisée et sera présentée à l'Unité MED.

#### Gestion intégrée du littoral

5. Le CAR/PAP a organisé deux réunions du groupe d'experts sur les lignes directrices sur la planification de la gestion intégrée du littoral et des bassins versants (Genève, décembre 1998; Londres, mars 1999). Les participants ont conclu que deux types de document devaient être préparés: i) lignes directrices pratiques pour l'intégration des zones côtières et des bassins versants; et ii) version plus concise des lignes directrices esquissant un raisonnement et un cadre conceptuels de la gestion intégrée des zones côtières et des bassins versants. Le projet de lignes directrices a fait l'objet d'une évaluation favorable de la part du PNUE. Il a également été convenu que le CAR/PAP préparerait une

proposition de projet de zone pilote où les lignes directrices pourraient être testées.

6. La première réunion d'experts sur le bilan stratégique environnemental (BSE) (Split, 27-29 janvier 1999) a évalué les pratiques actuelles dans ce domaine en région méditerranéenne; elle a examiné d'éventuelles activités de BSE qui pourraient être incluses dans le programme de travail du PAM et a formulé un programme-cadre d'activités de BSE pour les quatre prochaines années.
7. Le cours de formation national sur l'analyse des systèmes d'information sur l'environnement dans la GIZC s'est tenu à Izmir du 22 au 26 février 1999. Le cours a donné lieu à la présentation de technologies environnementales, principalement le SIG et la télédétection. Plus de quarante participants provenant d'Izmir et d'autres grandes villes méditerranéennes de Turquie ont suivi le cours de formation.
8. Le CAR/PAP a organisé un cours de formation national sur l'application d'une approche écologiquement rationnelle de la planification et du développement d'activités touristiques en recourant aux lignes directrices sur l'évaluation de la capacité d'accueil (ECA) touristique (Tripoli, 20-24 mars 1999). L'expérience acquise par le CAR/PAP dans la préparation d'études d'ECA a été présentée aux participants. Une formation pratique à la préparation a également été organisée, en ayant recours à l'information locale. Quinze participants provenant du Ministère du tourisme, du Centre technique de protection de l'environnement et d'agences de tourisme locales ont suivi le cours.
9. Deux experts du CAR/PAP se sont rendus à Malte (4-6 mars 1999) pour aider l'Office national du tourisme de ce pays à définir la deuxième phase de préparation de l'"Évaluation de la capacité d'accueil touristique" de la totalité du territoire de Malte; ils ont fourni des conseils sur les scénarios/options de stratégies de développement touristique et sur les modalités de préparation de l'ECA pour chaque option.

#### Gestion des ressources en eau

10. Le document intitulé "Directives pour l'approche intégrée au développement, à la gestion et à l'utilisation des ressources en eau" a été publié et diffusé. Le CAR/PAP élabore actuellement des lignes directrices pour la planification intégrée du réseau d'eau urbain du littoral en Méditerranée. La réunion des experts du groupe de travail sur l'élaboration de lignes directrices se tiendra à Split en mai 1999.

### Érosion des sols

11. Le coordonnateur du CAR/PAP pour l'activité "Érosion des sols" s'est rendu au siège de la FAO à Rome, du 4 au 6 décembre 1998, afin de définir et de convenir de l'activité "gestion de la lutte contre l'érosion" dans le cadre du projet PAC "Malte". Il a également abordé avec des représentants de la FAO (Rome, 24-25 février 1999) la question du mandat pour l'élaboration de lignes directrices sur la gestion de la lutte contre l'érosion/désertification. Les auteurs susceptibles d'élaborer ces lignes directrices ont été identifiés. L'établissement de rapports nationaux et d'un rapport de synthèse sur la gestion de la lutte contre l'érosion/désertification en Méditerranée est en cours.

### Activités d'appui à des thèmes prioritaires de la CMDD: gestion intégrée des zones côtières

12. Le CAR/PAP a adressé à des experts nationaux de pays méditerranéens un questionnaire sur l'état de la législation nationale en matière de GIZC. La plupart des questionnaires ont été remplis et retournés au CAR/PAP. Ces questionnaires serviront de source d'information indispensable à la préparation d'une analyse approfondie des législations nationales en matière de GIZC en Méditerranée. Un consultant du CAR/PAP analysera les questionnaires et soumettra un projet de lignes directrices concernant l'élaboration d'une législation nationale en matière de GIZC.

### Activités d'appui à des thèmes prioritaires de la CMDD: tourisme durable

13. En coopération avec le CAR/PB, le CAR/PAP prépare actuellement une réunion du groupe de travail de la CMDD sur le tourisme qui se tiendra à Split les 6 et 7 mai 1999. La réunion a pour objet de proposer des recommandations qui seront présentées à la réunion de la CMDD sur le tourisme qui se tiendra à Rome en juillet 1999.

### Activités d'appui à des thèmes prioritaires de la CMDD: gestion urbaine

14. Le CAR/PAP, de concert avec le CAR/PB, prépare une réunion du groupe de travail de la CMDD sur la gestion urbaine qui se tiendra à Split les 26 et 27 avril 1999. La réunion a pour objet de préparer une proposition de plan de travail et de calendrier du groupe de travail. Cette proposition devrait être adoptée à la réunion de la CMDD à Rome en juillet 1999.

### **(b) Activités concernant la télédétection**

Le Centre d'activités régionales pour la télédétection de l'environnement (CAR/TDE) a entrepris les activités ci-après:

### Base de données STEPINMED

1. Dans le prolongement de l'"Examen des programmes et projets existants menés dans la région méditerranéenne aux niveaux local, régional et sous-régional" - exécutés par le CAR/TDE et présentés à l'occasion du colloque d'Eurisy: "Techniques spatiales pour la gestion de l'environnement en Méditerranée" (Athènes, 19-20 octobre 1998) - il a été décidé de créer un site web sur le réseau Internet comportant les informations recueillies à cette fin, chargées dans une base de données spéciales qui a été conçue et mise en place par le Centre. En décembre 1998, le site web a été acquis et les informations préliminaires affichées. Parallèlement, le document "Un examen des actions de gestion de l'environnement de la Méditerranée utilisant des techniques spatiales", mis au point par le CAR/TDE, a été publié par l'ASE (Agence spatiale européenne).
2. A la fin février 1999, le CAR/TDE a créé le STEPINMED - "Projets et techniques environnementaux basés sur des techniques satellitaires dans la région méditerranéenne" - une base de données ([www.ctmnet.it/stepinmed](http://www.ctmnet.it/stepinmed)) accessible sur Internet. Le Centre veille à l'entretenir et à l'actualiser en permanence.

### Présentation au colloque international du CNES à Tunis

3. Au colloque international "Observation par satellite: un outil d'étude du bassin méditerranéen" (Tunis, 23-27 novembre 1998) convoqué par le CNES, France, le CAR/TDE a présenté un document sur l'apport des techniques de télédétection dans le cadre des PAC du PAM.

### Forum organisé à Malte

4. Dans le cadre du PAC "Malte", dont l'accord sera approuvé et provisoirement signé en juin prochain, le CAR/TDE, en coopération avec l'ICoD (Euro-Med Center on Insular Coastal Dynamics), s'emploie actuellement à organiser une réunion (forum) sur l'appui fourni par la télédétection à la surveillance et l'évaluation de la qualité des eaux côtières et des transformations de l'occupation des sols du littoral, qui doit se tenir à Malte en juillet prochain. L'atelier a pour but final d'approuver et avancer une proposition à soumettre pour financement par des fonds extérieurs.

### Initiative en vue d'un forum au Liban

5. Le CAR/TDE prend actuellement une initiative en vue d'organiser un forum au Liban, en coopération avec le CNRSL, conformément à la stratégie globale du Centre, visant à combler le fossé existant entre, d'une part, les experts et spécialistes en télédétection et, d'autre part, les décideurs - utilisateurs des applications de la télédétection. Il est envisagé pour le moment que ce forum se déroule en octobre prochain au Liban et qu'il

aboutisse à la formulation de lignes directrices sur la manière de répondre aux exigences de la planification par le recours aux techniques de télédétection. Par ailleurs, un document intitulé *"Apport des techniques de télédétection aux processus de planification et de prise de décision en matière de développement durable au Liban"* sera publié et distribué au cours du forum et il reposera sur les contributions des centres libanais de télédétection qui rendront compte de leur applications achevées ou en cours dans ce domaine.

#### Visite d'une délégation japonaise

6. le 4 mars 1999, une délégation japonaise a été accueillie au CAR/TDE. La rencontre avait pour objet de la mettre au courant de la structure du PAM/PNUE et de l'organisation des Centres, en vue de mettre en place une structure similaire sous l'égide du PNUE dans "la région du Pacifique Nord-Ouest et de la mer Jaune". Ainsi, la structure du Centre et ses activités dans le cadre du PAM/PNUE ont-elles été présentées et précisées. A cette occasion, une visite au Centre de liaison satellite et de télécommunication de Telespazio, près de Palerme, a également été organisée.

#### Indicateurs

7. Le CAR/TDE élabore actuellement un document sur les indicateurs susceptibles d'être surveillés par télédétection, choisis parmi ceux que le Centre a identifiés. Ce document sera distribué à la réunion de la CMDD qui s'ouvrira le 1er juillet à Rome.

#### Convention relative à la lutte contre la désertification

8. Participation aux travaux du Ministère italien de l'environnement pour la mise en place d'un plan d'action national de lutte contre la désertification et d'actions de coordination des pays de la rive Nord de la Méditerranée.

#### Développement urbain

9. Participation à la réunion d'experts sur la gestion du développement urbain (Split, 26-27 avril) et présentation d'un document sur les potentialités et applications de la télédétection à cette fin.

#### **(c) Programme d'aménagement côtier (PAC)**

1. Lors de l'examen et de l'approbation des recommandations de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD) concernant la gestion durable des zones côtières, la Dixième réunion ordinaire des Parties contractantes (Tunis, novembre 1997) a décidé que les

Parties contractantes devraient consacrer davantage d'efforts ainsi que de ressources humaines et financières à la définition et la mise en oeuvre de politiques et stratégies de planification et gestion intégrées des zones côtières (GIZC).

2. S'agissant des différents projets PAC, on peut récapituler comme suit les principaux développements intervenus:

#### PAC "Algérie"

3. Le projet d'accord a été établi par des consultants algériens avec l'assistance du Plan Bleu puis transmis à l'Unité MED et aux autorités algériennes.

#### PAC "Fuka"

4. Il est prévu que la conférence de présentation finale du PAC "Fuka" se tiendra en juin 1999 au Caire. Le CAR/PAP a mené à bien les activités ci-après: bilan stratégique environnemental du plan de GIZC pour la zone de Fuka-Matrouh, évaluation de la capacité d'accueil touristique et plan de GIZC. Le CAR/PAP élabore actuellement le rapport intégré sur le PAC "Fuka" qui comportera des informations sur les activités menées et documents établis par tous les Centres du PAM prenant part à l'exécution du PAC. Le CAR/PAP maintient des liens permanents avec des experts locaux et des institutions nationales qui prendront part à la conférence de présentation finale.

#### PAC "Israël"

5. Deux consultants locaux poursuivent leurs travaux sur l'énergie et les transports dans le cadre du PAC. La première stratégie nationale de développement durable d'Israël est en préparation. Les groupes cibles pertinents ont tenu régulièrement des réunions dont les résultats servent à l'élaboration de la stratégie. A la fin mars 1999, le CAR/TDE a mené à bonne fin le projet RESSAC d'une durée de deux ans, coordonné par le Centre, avec la participation active de partenaires européens et d'institutions israéliennes - parmi lesquelles le Ministère israélien de l'environnement, comme chef du projet. Le projet RESSAC a également contribué au PAC "Israël", au titre de la participation du CAR/TDE. De fait, sa mise en oeuvre a été conçue en tenant compte des exigences précises du Département de planification du Ministère, dans le but de mieux faire connaître les potentialités et les réalisations de la télédétection en appui aux politiques de gestion de l'environnement et de fournir au Ministère des outils de gestion efficaces. La réunion de présentation finale du projet RESSAC, dans l'ensemble du projet PAC, s'est tenue à Tel-Aviv le 14 avril 1999.

PAC "Malte"

6. Le CAR/PAP, qui assume la coordination du PAC "Albanie" du PAM, a effectué une mission à Malte du 7 au 10 décembre 1998. Il a eu des entretiens au Ministère maltais de l'environnement en tant qu'organe chef de file, coordonnateur et administrateur du projet. Les diverses activités menées dans le cadre du PAC "Malte" ont été définies, et il a été convenu qu'un document de synthèse intégré serait établi à l'issue du projet et qu'un organe de coordination interministérielle serait mis en place afin de faciliter l'exécution du projet. L'étude de faisabilité concernant la préparation du PAC "Malte" a été menée à bonne fin au cours de la mission de deux experts du CAR/PAP à Malte, du 4 au 6 mars 1999.

PAC "Sfax"

7. La conférence de présentation finale sur le PAC "Sfax" a eu lieu à Sfax les 15 et 16 décembre 1998. Deux cadres du Plan Bleu ont pris part à la réunion de présentation finale du projet. L'ensemble de la documentation ainsi que le CD-ROM produit au cours de la réalisation du PAC ont été à nouveau transmis aux autorités tunisiennes et au CAR/ASP. Le CAR/PAP a achevé ses activités et élaboré des documents qui ont été présentés à la conférence finale sur le PAC "Sfax". De concert avec des experts nationaux et locaux, le CAR/PAP a préparé des exposés succincts du projet comportant des estimations financières des activités de suivi les plus importantes. Les trois activités du PAC "Sfax" liées au PAP (gestion intégrée des ressources en eau, SIG et plan de gestion intégrée) ont été présentées à la conférence. Les résultats du programme ont été appréciés, les activités de suivi proposées ont été acceptées, et les résultats des trois activités liées au PAP ont été très favorablement accueillis. Le CAR/PAP a également participé à la préparation du rapport de synthèse (intégré) sur l'exécution du PAC "Sfax". En décembre 1998, le CAR/TDE a publié le document "Modélisation de la circulation côtière et de la distribution des rejets côtiers dans le chenal de Sfax (Tunisie)". Le document a été présenté et distribué à l'occasion de la réunion de présentation finale du PAC "Sfax", organisée par l'Unité MED à Sfax (Tunisie).

PAC "Liban"

8. Le Coordonnateur adjoint du PAM et le directeur du CAR/PAP se sont rendus au Liban (22 - 24 mars 1999) en vue de convenir avec les autorités nationales du lancement du PAC "Liban" du PAM. Le mandat concernant la préparation de l'étude de faisabilité pour le PAC "Liban" a été établi et soumis aux autorités libanaises qui ont amorcé l'élaboration de l'étude.



**ANNEXE I**

Meeting	Date, Place	Organizer & co-sponsor (co-sponsor in brackets)	Responsible Officer	Report Status
	<b><u>1999</u></b>			
XVII Meeting of MEDU/RAC on MAP Programme	11-12 Jan. Athens	UNEP-MEDU	L. Chabason A. Hoballah I. Dharat	UNEP(OCA)/ MED WG.151/2
Expert Meeting for Environment/ Development Report	15-16 January Sophia Antipolis	BP/RAC with EEA	G. Benoit A. Comeau	Issued by BP/RAC
Expert Meeting on Strategic Environmental Assessment (SEA)	27-29 January Split	PAP/RAC (UNEP-MEDU)	I. Trumbic A. Baric	Issued by PAP/RAC
Expert Group on Free Trade and Environment	3 February Geneva	BP/RAC with TASK MANAGER	G. Benoit*	Issued by BP/RAC
Meeting of Experts on Priority Actions for the Implementation of the Action Plan for the Conservation of Mediterranean Marine Turtles	18-20 February Tunis	SPA/RAC (UNEP-MEDU)	A. Hentati M. Barbieri	Issued by SPA/RAC
National Training Course on Coastal GIS	22-26 February Izmir	PAP/RAC (UNEP-MEDU)	I. Trumbic* T. Radelja*	Issued by PAP/RAC
Coordination Meeting on the Strategic Action Programme for the Conservation of Biodiversity in the Mediterranean	1 March Tunis	SPA/RAC (UNEP-MEDU)	A. Hentati	No report expected
Consultation Meeting on Carrying Capacity Assessment	4 March Malta	PAP/RAC	I. Trumbic*	Issued by PAP/RAC
Consultation Meeting on CAMP Malla	5-6 March Malta	PAP/RAC	I. Trumbic* A. Pavasovic*	Issued by PAP/RAC

Meeting	Date, Place	Organizer & co-sponsor (co-sponsor in brackets)	Responsible Officer	Report Status
Meeting of the Steering Committee of MCSD	8-9 March Tunis	UNEP-MEDU (TUNISIA)	L. Chabason* A. Hoballah*	UNEP(OCA)/ MED WG. 155/3
Subregional Steering Committee Meeting (Israel, Egypt, Cyprus)	8-10 March Israel	REMPEC (LIFE PROJECT)	R. Patruno* D. Domovic*	to be issued by REMPEC
Meeting on MEDPOL Compliance and Control	16-18 March Athens	UNEP-MEDU (WHO)	G. Kamizoulis F.S. Civili	UNEP(OCA)/ MED WG.160/1
National Training Course on the Application of Environmentally Sound Approach to planning and Development of Tourism Activities using the Guidelines for Carrying Capacity for Tourism	20-25 March Libya	PAP/RAC (UNEP-MEDU)	N. Stipica*	to be issued by PAP/RAC
Consultation Meeting on CAMP Lebanon	22-24 March Beyrouth	UNEP-MEDU/ PAP/RAC	A. Hoballah* I. Trumbic*	Issued by PAP/RAC
Meeting on MAP Information Strategy	1-2 April Athens	UNEP-MEDU	L. Chabason A. Hoballah	to be issued by MEDU
National Training Course for Waste Water Treatment Plant Operators	2-5 April Alexandria	WHO/ UNEP-MEDU	G. Kamizoulis*	to be issued by WHO
Meeting of Experts for the Elaboration of an Action Plan for the Conservation of Marine Vegetation	9-10 April Tunis	SPA/RAC (UNEP-MEDU)	A. Hentati C. Rais	to be issued by SPA/RAC
Meeting of National Focal Points for SPA/RAC	12-14 April Tunis	SPA/RAC	A. Hentati I. Dharat*	to be issued by SPA/RAC

Meeting	Date, Place	Organizer & co-sponsor (co-sponsor in brackets)	Responsible Officer	Report Status
Regional Training Course of Trainers for Wastewater Treatment Plant Managers	19-22 April Sophia Antipolis	WHO/ UNEP-MEDU	G. Kamizoulis*	to be issued by WHO
Expert Group on Mediterranean Urban Development (MCSD)	26-27 April Split	PAP/RAC and BP/RAC with TASK MANAGERS	G. Benoit E. Coudert A. Hoballah*	to be issued by BP/RAC and PAP/RAC
Subregional System (Cyprus, Egypt, Israel) Workshop on Dispersants	26-28 April Israel	REMPEC (LIFE PROJECT)	D. Domovic*	to be issued by REMPEC
Meeting of the Bureau of the Contracting Parties	29-30 April Athens	UNEP-MEDU	L. Chabason I. Dharat	to be issued by MEDU
Working Group on Tourism and Sustainable Development (MCSD)	6-7 May Split	BP/RAC with TASK MANAGER PAP/RAC	G. Benoit E. Coudert L. Chabason	to be issued by BP/RAC and PAP/RAC
Workshop on Sustainable Development Indicators MCSD	10-11 May Sophia Antipolis	BP/RAC with TASK MANAGER (UNEP-MEDU)	A. Comeau J.P. Giraud and A. Hoballah or L. Chabason	to be issued by BP/RAC
Expert Meeting for Preparation of Guidelines for Urban Water Resources Management in Mediterranean	13-14 May Split	PAP/RAC (UNEP-MEDU)	I. Trumbic	to be issued by PAP/RAC
Working Group on Industry and Sustainable Development (MCSD)	16-17 May Masa Carrara	UNEP-MEDU (ITALY)	F.S. Civili* A. Hoballah*	to be issued by MEDPOL and ITALY
Second Meeting of CP/RAC National Focal Points	17-18 May Barcelona	CP/RAC UNEP-MEDU (SPAIN)	V. Macia G. Kamizoulis*	to be issued by CP/RAC

Meeting	Date, Place	Organizer & co-sponsor (co-sponsor in brackets)	Responsible Officer	Report Status
Working Group on Information, Awareness and Participation (MCSD)	24-25 May Athens	UNEP-MEDU MIO-ECSDE	A. Hoballah*	to be issued by MIO-ECSDE
National Training Course-Libya Meeting with National Authorities	May or Sept. (tentative) Libya	REMPEC	R. Patruno* D. Domovic*	to be issued by REMPEC
Working Group on Free Trade and Environment (MCSD)	4-5 June Barcelona	BP/RAC/ TASK MANAGERS/ UNEP-MEDU	G. Benoit A. Hoballah*	to be issued by BP/RAC
Final Presentation Conference on the Fuka-Matrouh CAMP	8-9 June Cairo	UNEP-MEDU PAP/RAC (EGYPT)	L. Chabason* I. Dharat* I. Trumbic*	to be issued by PAP/RAC
Subregional System Training Course on Crisis Management	14-18 June Cyprus	REMPEC (LIFE PROJECT)	R. Patruno* D. Domovic*	To be issued by REMPEC
Meeting of MEDPOL Coordinators/ LBS- SAP Experts	20-23 June Reggio Calabria	UNEP-MEDU (ITALY)	F.S. Civili*	to be issued by MEDU
Consultation Meeting on CAMP Israel	June Jerusalem	PAP/RAC PB/RAC	I. Trumbic D. Vallée	to be issued by BP/RAC
Subregional Training Course on Oil Spill Modeling	June Egypt (tentative)	REMPEC	R. Patruno* D. Domovic* S. Micallef*	to be issued by REMPEC
Oil Spill Exercise	June (tentative) Tunis	REMPEC (MOIG)	Y. Charles	to be issued by REMPEC
Advisory and Consultative Meeting on Mediterranean Partners	June (tentative)	UNEP-MEDU	A. Hoballah	to be issued by MEDU
Bilateral Training Course (Slovenia and Croatia)	June (tentative) Croatia	REMPEC	R. Patruno D. Domovic S. Micallef	to be issued by REMPEC

Meeting	Date, Place	Organizer & co-sponsor (co-sponsor in brackets)	Responsible Officer	Report Status
Fifth Meeting of MCSD	1-3 July Rome	UNEP-MEDU (ITALY)	I. Chabason* A. Hoballah*	to be issued by MEDU
Subregional System Training Course on the use of Oil Spill Model	end of July Egypt	REMPEC (LIFE PROJECT)	D. Domovic* Y. Charles*	to be issued by REMPEC
MAP National Focal Points Meeting	6-9 Sept. Athens	UNEP-MEDU	L. Chabason A. Hoballah I. Dharat	to be issued by MEDU
Second Meeting of Experts to amend the Emergency Protocol	16-19 Sept. Catania Sicily (tentative)	UNEP-MEDU (ITALY)	F.S. Civili*	to be issued by MEDU
Subregional System Joint Oil Spill Exercise	27-30 Sept. (tentative) Israel	REMPEC (LIFE PROJECT)	D. Domovic Y. Charles	to be issued by REMPEC
Regional Training Course MEDEXPOL 98	2nd week of October Tunisia	REMPEC	R. Patruno* D. Domovic* S. Micallef* Y. Charles*	to be issued by REMPEC
11th Ordinary Meeting of the Contracting Parties	27-30 Oct. Malta	UNEP-MEDU (MALTA)	L. Chabason* A. Hoballah* I. Dharat	to be issued by MEDU
Subregional System-Training Course on Oil Spill Modeling	2nd week of November Cyprus	REMPEC/ LIFE PROJECT	D. Domovic Y. Charles	to be issued by REMPEC
Workshop on National Observatories for Environment and Development	November Tunisia (tentative)	BP/RAC (TUNISIA)	A. Comeau* S. Laria* A. Hoballah*	to be issued by BP/RAC
Workshop on National Sustainable Development Strategies in the Mediterranean UN-CSD and MCSD	end 99/ early 2000	UNEP-MEDU/ UNCSD	A. Hoballah	to be issued by MEDU

ANNEXE II

REGIONAL TRUST FUND FOR THE PROTECTION OF THE MEDITERRANEAN  
SEA AGAINST POLLUTION (ME)

Status of contributions as at 28 February 1999

(Expressed in US Dollars)

COUNTRIES	Unpaid pledges as at 31 Dec 1998		Adjustments	Pledges for 1999	Collections during 1999 for 1999 and fut. years	Collections during 1999 for prior years	Unpaid pledges for 1999 & prior years
Albania	3,256		0	3,321	0	0	6,577
Algeria	63,405		0	49,821	0	0	113,226
Bosnia Herzegovina	65,578		0	14,235	0	0	79,811
Croatia	172,808		0	46,024	0	0	218,832
Cyprus	0		0	6,643	0	0	6,643
E.C.	0		0	118,621	0	0	118,621
Egypt	23,550		0	23,250	0	0	46,800
France	0		0	1,801,597	0	0	1,801,597
Greece	(91,795)	1/	0	133,328	0	0	41,533
Israel	0		0	69,748	0	0	69,748
Italy	274,389		0	1,488,441	33,434	274,389	1,455,007
Lebanon	6,556		0	3,321	0	0	9,877
Libyan Arab Jamahiriya	298,506		0	93,473	0	0	391,979
Malta	0		0	3,321	0	0	3,321
Monaco	12		0	3,321	0	0	3,333
Morocco	0		0	13,286	0	0	13,286
Slovenia	62,756		0	31,790	0	0	94,546
Spain	0		0	711,244	0	0	711,244
Syrian Arab Rep.	24,203		0	13,286	0	0	37,489
Tunisia	0		0	9,964	0	0	9,964
Turkey	0		0	106,758	0	0	106,758
Yugoslavia	469,976		0	0	0	0	469,976
<b>Total</b>	<b>1,373,198</b>		<b>0</b>	<b>4,744,793</b>	<b>33,434</b>	<b>274,389</b>	<b>5,810,168</b>

Additional Contributions						
E.E.C	(2,923)		0	0	0	(2,923)
Host Country *	0		0	400,000	0	400,000
UNEP Env. Fund	0		0	50,000	0	50,000
<b>Total</b>	<b>1,370,274</b>		<b>0</b>	<b>5,144,793</b>	<b>33,434</b>	<b>6,207,244</b>

N.B. Amounts in brackets mean credit to the Government

1/ On the 20th of March 1996, the Government of Greece deposited an amount of US\$458,000 to the Mediterranean Trust Fund covering Greece's pledges for 1996, and advance payments for 1997, 1998 and part of 1999

# ANNEXE III

## POSITION DES SIGNATURES ET RATIFICATIONS DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION ET A SES DES PROTOCOLES (31 mars 1999)

Parties contractantes	Convention de Barcelone <sup>1/</sup>				Protocole "Immersion" <sup>2/</sup>				Protocole en cas de situation critique <sup>3/</sup>	
	Signature	Ratification	Acceptance des amendements		Signature	Ratification	Acceptance des amendements		Signature	Ratification
Albania	-	30.5.90/AD			-	30.5.90/AD			-	30.5.90/AD
Algeria	-	16.2.81/AD			-	16.3.81/AD			-	16.3.81/AD
Bosnia & Herzegovina	-	1.3.92/SUC			-	1.3.92/SUC			-	1.3.92/SUC
Croatia	-	8.10.91/SUC	12.3.99		-	8.10.91/SUC	12.3.99		-	8.10.91/SUC
Cyprus	16.2.76	19.11.79			16.2.76	19.11.79			16.2.76	19.11.79
European Community	13.9.76	16.3.78/AP			13.9.76	16.3.78/AP			13.9.76	12.8.81/AP
Egypt	16.2.76	24.8.78/AP			16.2.76	24.8.78/AP			16.2.76	24.8.78/AD
France	16.2.76	11.3.78/AP			16.2.76	11.3.78/AP			16.2.76	11.3.78/AP
Greece	16.2.76	3.1.79			11.2.77	3.1.79			16.2.76	3.1.79
Israel	16.2.76	3.3.78			16.2.76	1.3.84			16.2.76	3.3.78
Italy	16.2.76	3.2.79			16.2.76	3.2.79			16.2.76	3.2.79
Lebanon	16.2.76	8.11.77/AD			16.2.76	8.11.77/AD			16.2.76	8.11.77/AD
Libya	31.1.77	31.1.79			31.1.77	31.1.79			31.1.77	31.1.79
Malta	16.2.76	30.12.77			16.2.76	30.12.77			16.2.76	30.12.77
Monaco	16.2.76	20.9.77	11.4.97		16.2.76	20.9.77	11.4.97		16.2.76	20.9.77
Morocco	16.2.76	15.1.80			16.2.76	15.1.80			16.2.76	15.1.80
Slovenia	-	15.3.94/AD			-	15.3.94/AD			-	15.3.94/AD
Spain	16.2.76	17.12.76			16.2.76	17.12.76			16.2.76	17.12.76
Syria	-	26.12.78/AD			-	26.12.78/AD			-	26.12.78/AD
Tunisia	25.5.76	30.7.77	27.2.98		25.5.76	30.7.77	27.2.98		25.5.76	30.7.77
Turkey	16.2.76	6.4.81			16.2.76	6.4.81			16.2.76	6.4.81

Adhésion: AD

Approbation: AP

Succession: SUC

Parties contractantes	Protocole "tellurique" <sup>41</sup>			Protocole relative aux aires spécialement protégées <sup>42</sup>		Protocole relative aux ASP & diversité biologique <sup>6</sup>		Protocole "offshore" <sup>43</sup>		Protocole "déchets dangereux" <sup>44</sup>	
	Signature	Ratification	Acceptance des amendements	Signature	Ratification	Signature	Ratification	Signature	Ratification	Signature	Ratification
Albania	-	30.5.90/AD		-	30.5.90/AD	10.6.95	-	-	-	-	-
Algeria	-	2.5.83/AD		-	16.5.85/AD	10.6.95	-	-	-	01.10.96	-
Bosnia & Herzegovina	-	22.10.94/SUC		-	22.10.94/SUC	-	-	-	-	-	-
Croatia	-	12.6.92/SUC		-	12.6.92/SUC	10.6.95	-	14.10.94	-	-	-
Cyprus	17.5.80	28.6.88		-	28.6.88/AD	10.6.95	-	14.10.94	-	-	-
European Community	17.5.80	7.10.83/AP		30.3.83	30.6.84/AP	10.6.95	-	-	-	-	-
Egypt	-	18.5.83/AD		16.2.83	8.7.83	10.6.95	-	-	-	01.10.96	-
France	17.5.80	13.7.82/AP		3.4.82	2.9.86/AP	10.6.95	-	-	-	-	-
Greece	17.5.80	26.1.87		3.4.82	26.1.87	10.6.95	-	14.10.94	-	01.10.96	-
Israel	17.5.80	21.2.91		3.4.82	28.10.87	10.6.95	-	14.10.94	-	-	-
Italy	17.5.80	4.7.85		3.4.82	4.7.85	10.6.95	-	14.10.94	-	01.10.96	-
Lebanon	17.5.80	27.12.94		-	27.12.94/AD	-	-	-	-	-	-
Libya	17.5.80	6.6.89/AP		-	6.6.89/AD	10.6.95	-	-	-	01.10.96	-
Malta	17.5.80	2.3.89		3.4.82	11.1.88	10.6.95	-	14.10.94	-	01.10.96	-
Monaco	17.5.80	12.1.83	26.11.96	3.4.82	29.5.89	10.6.95	3.6.97	14.10.94	-	01.10.96	-
Morocco	17.5.80	9.2.87		2.4.83	22.6.90	10.6.95	-	-	-	01.10.96	-
Slovenia	-	16.9.93/AD		-	16.9.93/AD	-	-	10.10.95	-	-	-
Spain	17.5.80	6.6.84		3.4.82	22.12.87	10.6.95	-	14.10.94	-	01.10.96	-
Syria	-	1.12.93/AD		-	11.9.92/AD	-	-	20.09.95	-	-	-
Tunisia	17.5.80	29.10.81	27.2.98	3.4.82	26.5.83	10.6.95	27.2.98	14.10.94	27.2.98	01.10.96	27.2.98
Turkey	-	21.2.83/AD		-	6.11.86/AD	10.6.95	-	-	-	01.10.96	-



- 1/ Convention pour la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution  
Adoptée (Barcelone): 16 février 1976  
Entrée en vigueur: 12 février 1978
- 2/ Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs  
Adopté (Barcelone): 16 février 1976  
Entré en vigueur: 12 février 1978
- 3/ Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles  
Adopté (Barcelone): 16 février 1976  
Entré en vigueur: 12 février 1978
- 4/ Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique  
Adopté (Athènes): 17 mai 1980  
Entré en vigueur: 17 juin 1983
- 5/ Protocole relatif aux aires spécialement protégées de la mer Méditerranée  
Adopté (Genève): 3 avril 1982  
Entré en vigueur: 23 mars 1986
- 6/ Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée  
Adopté (Barcelone): 10 juin 1995  
Entré en vigueur:
- 7/ Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du Plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol  
Adopté (Madrid): 14 octobre 1994  
Entré en vigueur:
- 8/ Protocole relatif à la prévention de la pollution de la zone de la mer Méditerranée par les mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination  
Adopté (Izmir): 1 octobre 1996  
Entré en vigueur: